

Bulletin d'informations sur le marché du travail du premier semestre 2015

Table des matières

Table des matières	2
Liste des graphiques	3
Liste des tableaux	5
Liste des sigles et abréviations	6
Avant-propos	8
Méthodologie.....	9
Chapitre 1: Offres et demandes d'emplois	10
1. Demandes d'emplois	11
2. Offres (recrutements et placements) d'emplois	13
Chapitre 2: Politiques actives du marché du travail	18
1. Programme AIDE	19
2. Volontariat national	20
3. Accompagnement entrepreneurial de L'ANPE.....	23
4. Enregistrement et services offerts au FAIEJ	24
5. Activités de l'Agence nationale de promotion et de garantie du financement des PME/PMI (ANPGF)	27
Chapitre 3: Formation et marché du travail.....	28
1. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP).....	29
2.Enseignement supérieur public.....	30
Chapitre 4: Dialogue social et sécurité sociale.....	33
Chapitre 5 : Indicateurs socio-économiques.....	39
1. Prix moyens de certains biens essentiels de janvier à juin 2015	40
2. Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC).....	41
3. Taux d'inflation mensuel.....	41
4. Création d'entreprises.....	41
ANNEXE	44

Liste des graphiques

Graphique 1: Répartition des DE enregistrés au premier semestre 2015 selon le sexe.....	11
Graphique 2: Répartition des DE inscrits au premier semestre 2015 selon les tranches d'âge.....	12
Graphique 3: Répartition des DE enregistrés au premier semestre 2015 selon le diplôme.....	12
Graphique 4: Répartition des offres enregistrées à l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon le diplôme exigé	13
Graphique 5: Répartition des offres enregistrées dans les bureaux privés de placement au cours du premier semestre 2015 selon le diplôme exigé.....	14
Graphique 6: Répartition des offres enregistrées à l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon la qualification professionnelle	14
Graphique 7: Répartition des offres enregistrées au cours du premier semestre 2015 dans les bureaux privés de placement selon la catégorie socio-professionnelle	15
Graphique 8: Répartition des recrutements effectués par les bureaux privés de placement au cours du premier semestre 2015 selon les domaines d'activités	16
Graphique 9: Répartition des candidats placés au cours du premier semestre 2015 selon le niveau d'instruction.....	20
Graphique 10: Répartition des placements au cours du premier semestre 2015 par région au cours du premier semestre 2015.....	20
Graphique 11: Répartition de candidatures de volontaires enregistrées de janvier à juin 2015 par région et par sexe.....	21
Graphique 12: Nombre d'offres de postes de volontaires enregistrés selon la région de janvier à juin 2015.....	22
Graphique 13: Nombre d'offres de postes de volontaires enregistrés et de structures ayant offert ces postes par diplôme obtenu de janvier à juin 2015	22
Graphique 14: Nombre d'offres de postes de volontaires enregistrés par le domaine d'intervention de la structure de janvier à juin 2015	22
Graphique 15: Répartition des jeunes formés par région et par sexe	24
Graphique 16: Nombre de jeunes enregistrés au cours du premier semestre 2015 selon l'âge et le sexe	25
Graphique 17: Jeunes inscrits au cours du premier semestre 2015 selon le niveau d'instruction et le sexe.....	25
Graphique 18: Répartition des jeunes formés par situation dans l'emploi et par sexe	26

Graphique 19: Répartition des projets enregistrés selon la branche d'activités au 1er semestre 2015 .	27
Graphique 20: Répartition des élèves inscrits dans l'ETFP au cours de l'année scolaire 2014/2015 par sexe.....	29
Graphique 21: Répartition des élèves inscrits dans l'ETFP au cours de l'année scolaire 2014/2015 par région.....	29
Graphique 22: Répartition des étudiants inscrits à l'UL par département au cours de l'année académique 2014-2015.....	30
Graphique 23: Répartition des étudiants inscrits à l'UK par département au cours de l'année académique 2014-2015.....	31
Graphique 24: Evolution de l'IHPC de janvier à juin 2015	41
Graphique 25 : Evolution du taux d'inflation mensuel de janvier à juin 2015.....	41
Graphique 26: Répartition (%) des entreprises créées selon la région d'implantation.....	42
Graphique 27: Répartition (%) des entreprises créées selon le secteur d'activités	42
Graphique 28: Répartition (%) des entreprises créées selon l'espace de provenance du promoteur	43

Liste des tableaux

Tableau 1: Recrutements effectués au niveau de l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon les branches d'activités.....	15
Tableau 2: Placements effectués par l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon les branches d'activités.....	17
Tableau 3: Offres de stages selon les domaines de formation.....	19
Tableau 4: Répartition des jeunes selon la localité et le type d'accompagnement.....	24
Tableau 5: Jeunes inscrits au cours du premier semestre 2015 selon le statut par rapport à l'emploi et le sexe.....	26
Tableau 6: Nombre d'inspecteurs du travail enregistrés de janvier à juin 2015 par région et par sexe	34
Tableau 7: Situation du traitement de conflits employeurs/employés par région de janvier à juin 2015	34
Tableau 8: Contrats de travail visés de janvier à juin 2015.....	35
Tableau 9: Nombre de contrats de travail d'expatriés visés de janvier à juin 2015 selon la zone de provenance.....	35
Tableau 10: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 selon la branche d'activités et le sexe.....	36
Tableau 11: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 par région et par sexe	36
Tableau 12: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe	37
Tableau 13: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 selon le motif et le sexe.....	37
Tableau 14: Evolution des prix moyens de certains biens essentiels de janvier à juin 2015 (en FCFA)	40
Tableau 15: Répartition (%) des entreprises créées selon la forme juridique	43

Liste des sigles et abréviations

AIDE :	Appui à l'insertion et au développement de l'embauche
ANPE :	Agence nationale pour l'emploi
ANPGF	Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PMI/PME
ANVT :	Agence nationale de volontariat au Togo
BAC :	Baccalauréat
BEP :	Brevet d'études professionnelles
BIMT :	Bulletin d'informations sur le marché du travail
BT :	Brevet de technicien
BTS :	Brevet de technicien supérieur
CAP :	Certificat d'aptitude professionnelle
CEDEAO :	Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CFA :	Certificat de fin d'apprentissage
CFC	Centre de formation continue
CFE :	Centre de formalités des entreprises
CIC:	Centre informatique et de calcul
CQP :	Certificat de qualification professionnelle
DACE:	Département d'appui à la création entreprises
DE :	Demandeur d'emploi
DEA :	Diplôme d'études approfondies
DESS :	Diplôme d'études supérieures spécialisées
DGSCN :	Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale
DGT :	Direction générale du travail
DOE :	Département de l'observatoire de l'emploi
DUT :	Diplôme universitaire de technologie
EAM :	Ecole des assistants médicaux
ENS-A :	Ecole normale supérieure d'Atakpamé
ENSI :	Ecole nationale supérieure d'ingénieurs
ESA :	Ecole supérieure d'agronomie
ESSD:	Ecole supérieure de secrétariat de direction
ESTBA :	Ecole supérieure des techniques biologiques et alimentaires
ETFP:	Enseignement technique et formation professionnelle
FAIEJ :	Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes
FASEG:	Faculté des sciences économiques et de gestion
FaST :	Faculté des sciences et technologies
FDD :	Faculté de droit
FDS:	Faculté des sciences
FDSP :	Faculté de droit et sciences politiques
FLESH:	Faculté des lettres et sciences humaines
FMMP :	Faculté mixte de médecine et de pharmacie
FNAFPP	Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels

FSS:	Faculté des sciences de la santé
GIE :	Groupement d'intérêt économique
IHPC :	Indice harmonisé des prix à la consommation
INAM :	Institut national d'assurance maladie
INSE :	Institut des sciences de l'éducation
INSEED :	Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
IPC :	Indice des prix à la consommation
ISICA:	Institut des sciences de l'information, de la communication et des arts
IUT-G :	Institut universitaire des technologies de gestion
PRADEB	Programme d'appui au développement à la base
SA :	Société anonyme
SARL U :	Société à responsabilité limitée unipersonnelle
SARL :	Société à responsabilité limitée
SAU :	Société anonyme unipersonnelle
UEMOA :	Union économique et monétaire ouest africaine
UL:	Université de Lomé
UK :	Université de Kara

Avant-propos

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) a entre autres attributions, la promotion de l'emploi, la production et la diffusion d'informations sur la dynamique du marché du travail au Togo. La mission d'information sur le marché du travail est dévolue à son Département de l'observatoire de l'emploi (DOE).

Dans ce cadre, le DOE produit périodiquement des documents qu'il met à la disposition du public. Le Bulletin d'informations sur le marché du travail (BIMT) est l'une de ses principales publications.

Le BIMT présente les statistiques semestrielles sur l'emploi, la formation, la sécurité sociale et les indicateurs socioéconomiques nécessaires aux négociations sur les salaires et les conditions de travail. Il fait également état de la mise en œuvre des politiques actives du marché du travail.

La présente édition, septième du genre, analyse les données du premier semestre de l'année 2015. Les informations traitées sont fournies par les différentes structures productrices de données sur le marché du travail.

L'ANPE remercie toutes les structures et les personnes qui ont contribué de près ou de loin à la rédaction de ce numéro du BIMT.

Méthodologie

Le présent BIMT couvre la période de janvier à juin 2015. La méthodologie adoptée pour son élaboration comporte trois étapes.

1- Définition des indicateurs à renseigner et les structures productrices des données

Les indicateurs retenus pour l'analyse dans le bulletin sont ceux définis dans les précédentes éditions du BIMT. Quarante-une (41) structures productrices des informations sur le marché du travail ont été identifiées pour la collecte de données.

2- Actualisation des outils et collecte de données

Les fiches qui ont servi à la collecte de données pour l'édition du bulletin du premier semestre de 2015 ont été actualisées et présentées aux structures concernées pour une validation lors d'une rencontre en mai 2015. Cette réunion qui a marqué le début de la collecte de données, a permis de finaliser les fiches de collecte en tenant compte des observations faites.

Malgré la sensibilisation des structures productrices de données dès le début de la collecte, celle-ci a tout de même pris plus de temps que prévu. Certaines structures n'ont pas renseigné les fiches. Il faut rappeler que certaines structures fournissent des données annuelles. Ces données seront prises en compte dans le bulletin du second semestre.

3- Traitement, analyse et rédaction du bulletin

Le traitement statistique et la production des graphiques et tableaux ont été faits sous le logiciel Excel 2010. L'analyse des données et la rédaction du bulletin ont été réalisées par l'équipe de l'Observatoire de l'emploi appuyée par les autres directions de l'ANPE. Le premier draft du document a été validé par les structures ayant fourni les informations.

Chapitre 1: Offres et demandes d'emplois

Ce chapitre analyse les informations relatives aux demandes et aux offres d'emplois enregistrées à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et aux offres d'emplois enregistrées dans les bureaux privés de placement au cours du premier semestre de l'année 2015. Face aux difficultés rencontrées par les bureaux privés de placement dans l'enregistrement des demandes d'emplois, l'Observatoire de l'emploi n'a collecté que les informations relatives aux offres d'emplois. A ce titre, ces informations sur les demandes d'emplois ne sont pas analysées dans la suite du chapitre.

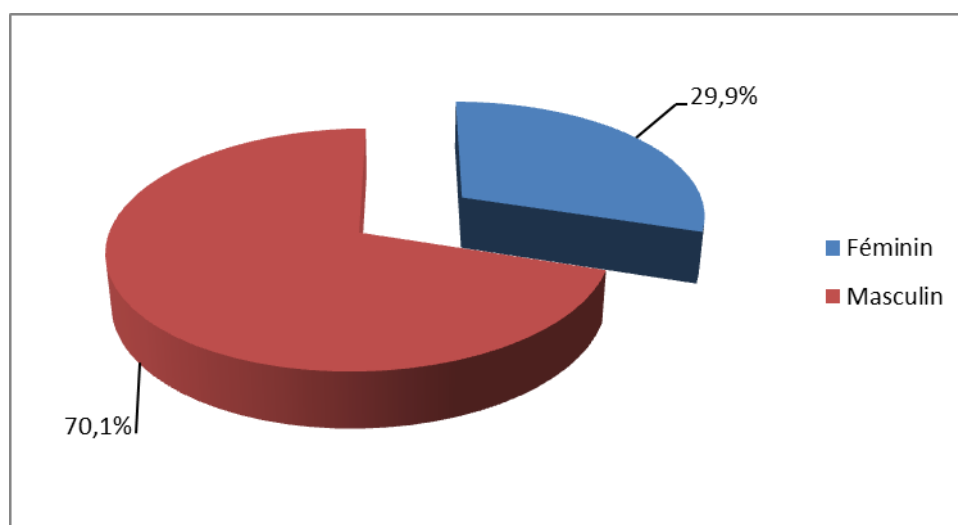
Par ailleurs, pour ce semestre, seulement deux bureaux privés de placement à savoir les cabinets Conseils Réunis et Kapi Consult ont pu fournir les informations sur leurs activités.

1. Demandes d'emplois

a) Sexe des Demandeurs d'emplois (DE)

Pour le compte du premier semestre 2015, au total 2 956 demandeurs d'emplois ont été enregistrés dont 29,9% de femmes. Cette faible proportion de candidatures féminines enregistrées à l'ANPE confirme la tendance observée au cours des dernières années et pourrait s'expliquer par un déséquilibre numérique entre les hommes et les femmes diplômés arrivant sur le marché du travail et un manque d'intérêt des femmes aux prestations de services d'intermédiation sur le marché du travail.

Graphique 1: Répartition des DE enregistrés au premier semestre 2015 selon le sexe

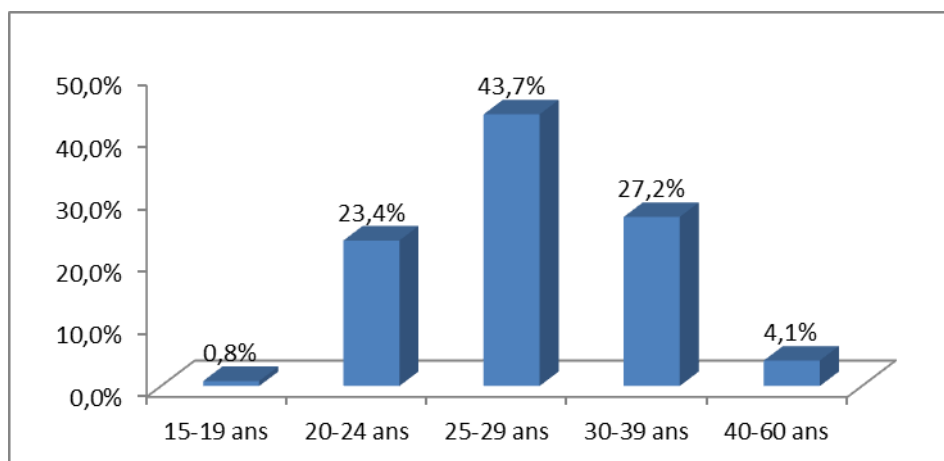


Source: ANPE, calculs DOE

b) Age des DE

La plupart des DE enregistrés à l'ANPE ont l'âge compris 20 et 39 ans. Les jeunes de 25-29 ans, représentant 43,7%, ont été plus nombreux à s'inscrire dans la base de données de l'ANPE. La répartition des DE par âge montre également qu'une faible proportion de jeunes de 15-19 ans (0,8%) et celle des personnes du second âge (4,1%) se sont également inscrits.

Graphique 2: Répartition des DE inscrits au premier semestre 2015 selon les tranches d'âge



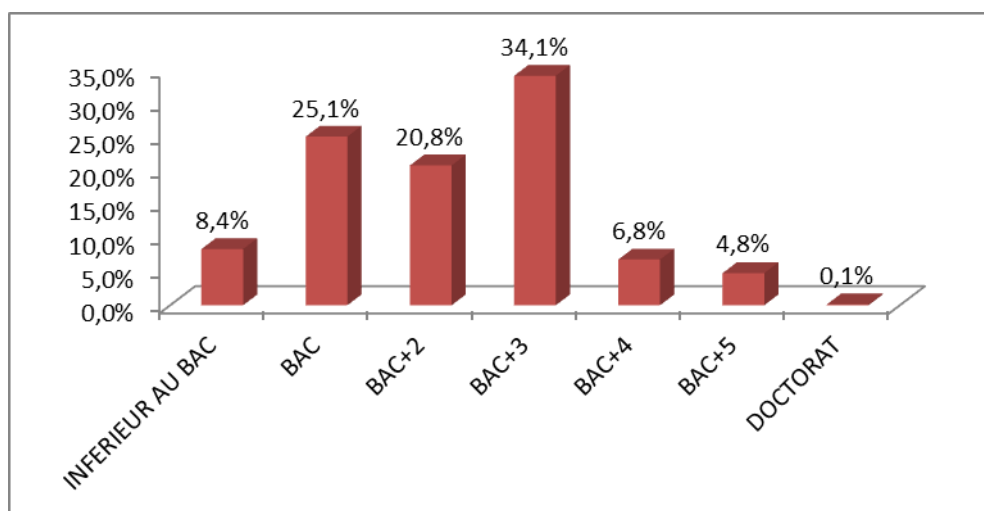
Source: ANPE, calculs DOE

c) Diplôme des DE

Les DE enregistrés à l'ANPE au cours du premier semestre 2015 sont majoritairement (91,6%) détenteurs au moins d'un diplôme de BAC ou équivalent contre 8,4% qui ont un diplôme inférieur au BAC.

Les titulaires d'une licence (34,1%) suivis de ceux ayant un diplôme de baccalauréat (25,1%) ont été les plus nombreux à s'inscrire au cours du semestre. Il est à noter qu'à partir de la licence, plus le diplôme est élevé, plus la proportion des diplômés à s'y inscrire est marginale. En effet, les titulaires d'une maîtrise représentent 6,8% contre 4,8% et 0,1% respectivement pour les titulaires d'un master et d'un doctorat.

Graphique 3: Répartition des DE enregistrés au premier semestre 2015 selon le diplôme



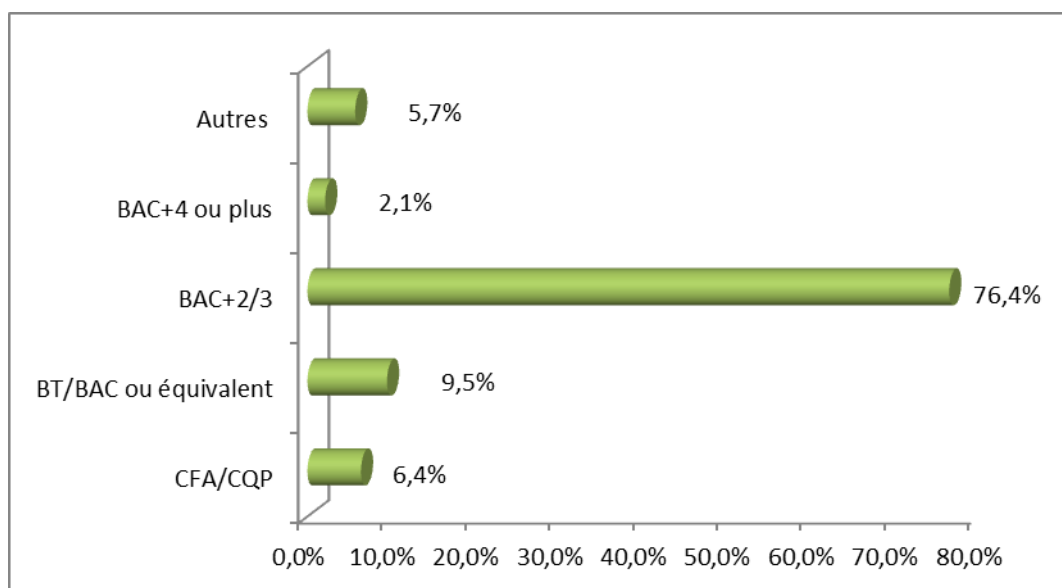
Source: ANPE, calculs DOE

2. Offres (recrutements et placements) d'emplois

Les offres d'emplois concernent aussi bien les offres pour le recrutement que celles pour le placement y compris l'intérim. Au cours des six premiers mois de 2015, dans l'ensemble, 622 offres ont été enregistrées par les services d'emplois dont 581 à l'ANPE provenant de 84 entreprises. Il faut souligner que 45,2% de ces entreprises ont exprimé leurs besoins pour les métiers de la gestion administrative et financière; 10,7% pour chacune des familles de métiers de l'hôtellerie/restauration et de commerce/réparation d'automobiles/d'autres articles domestiques. Par ailleurs, le recrutement a concerné 373 postes contre 249 placements.

Selon le diplôme exigé, les entreprises qui ont exprimé des besoins en personnel au niveau de l'ANPE au cours du semestre ont exigé le plus souvent les diplômes de BAC+2/3 représentant 76,4%. Dans ces offres, la proportion exigeant un diplôme de BAC ou équivalent est de 9,5%. Seulement 2,1% des offres ont concerné le diplôme BAC+4 ou plus. Par ailleurs, les diplômes CFA/CQP (6,4%) et autres qualifications notamment les permis de conduire, les certificats, etc. (5,7%) ont fait aussi l'objet de besoins exprimés par les entreprises.

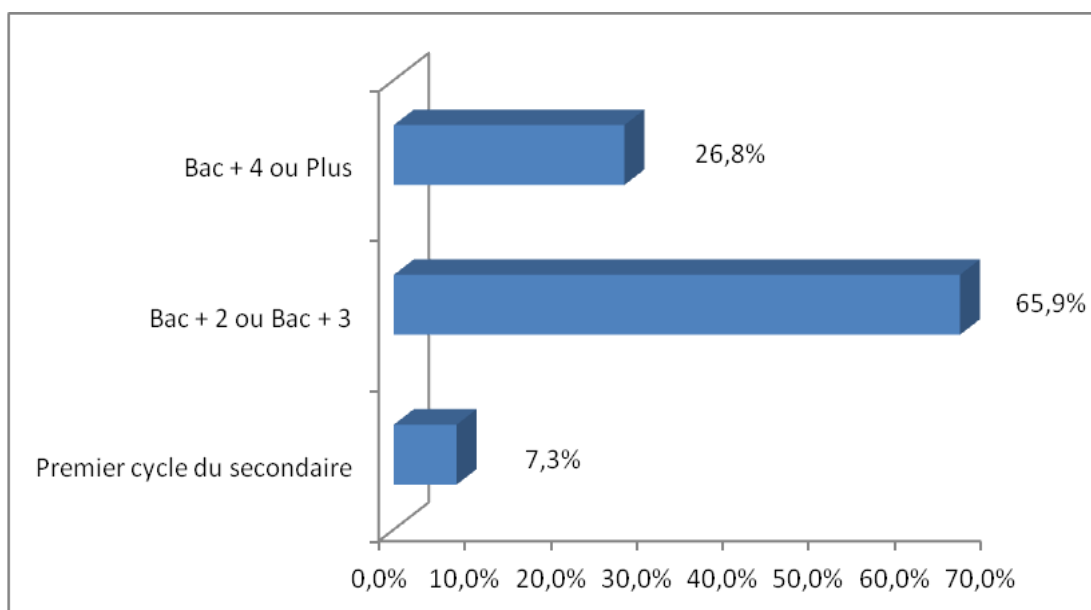
Graphique 4: Répartition des offres enregistrées à l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon le diplôme exigé



Source: ANPE, calculs DOE

Les offres enregistrées dans les deux bureaux privés de placement au cours des six premiers mois de l'année 2015 ont exigé pour la plupart le diplôme de BAC+2/3 représentant 65,9% des postes contre 26,8% pour le BAC+4 ou plus.

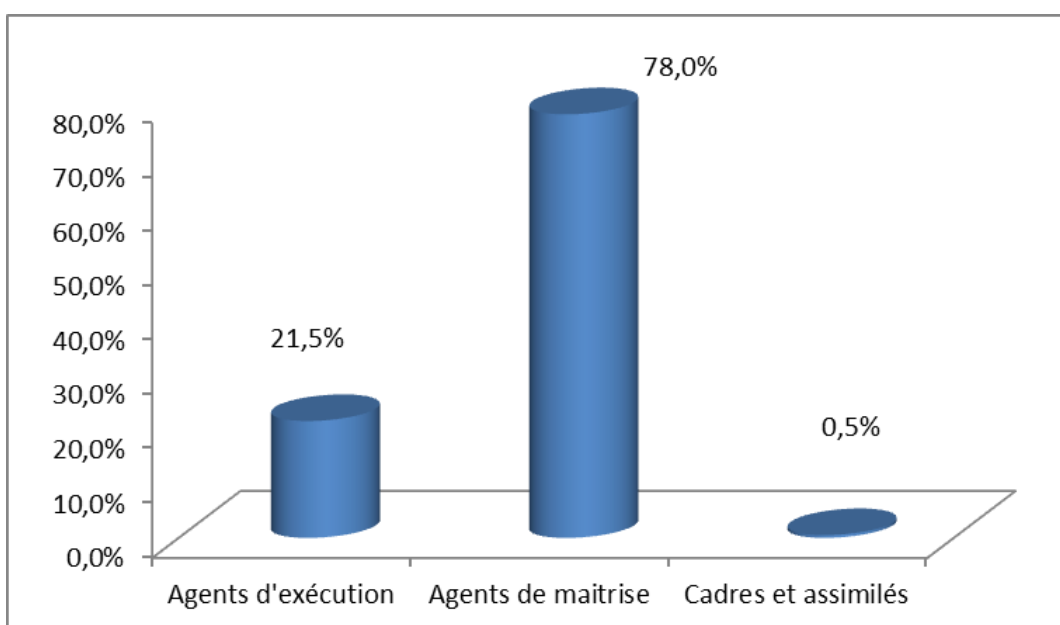
Graphique 5: Répartition des offres enregistrées dans les bureaux privés de placement au cours du premier semestre 2015 selon le diplôme exigé



Source: Bureaux privés de placement, calculs DOE

Selon la catégorie socioprofessionnelle, la plupart des besoins exprimés au cours du premier semestre 2015 au niveau de l'ANPE sont relatifs aux agents de Maîtrise (78,0%). Les cadres et assimilés (0,5%) ont été les moins sollicités.

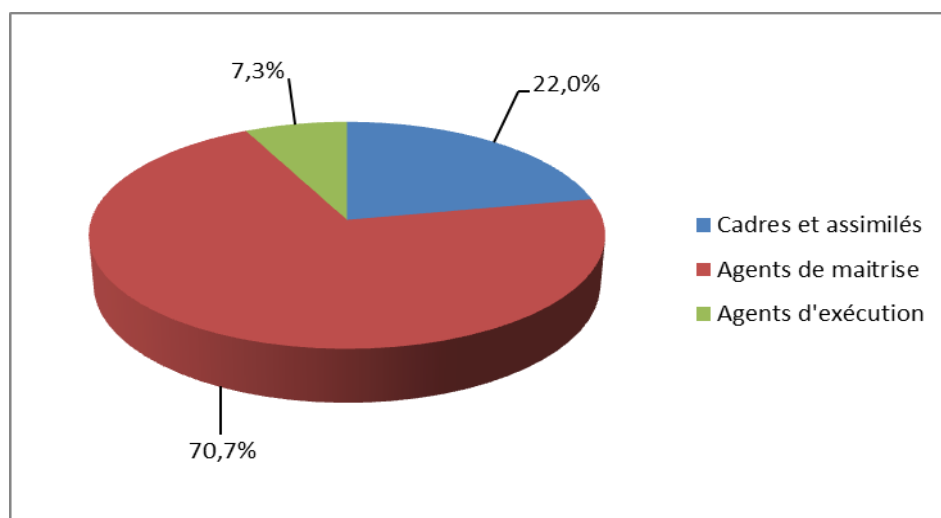
Graphique 6: Répartition des offres enregistrées à l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon la qualification professionnelle



Source: ANPE, calculs DOE

Les offres enregistrées dans les deux services privés d'emploi au cours du premier semestre 2015 ont concerné majoritairement les postes d'agents de maîtrise représentant 70,7% des offres. Les agents d'exécution ont été les moins sollicités au cours du semestre.

Graphique 7: Répartition des offres enregistrées au cours du premier semestre 2015 dans les bureaux privés de placement selon la catégorie socio-professionnelle



Source: Bureaux privés de placement, calculs DOE

a) Recrutements effectués

L'ANPE, au cours des 6 premiers mois de 2015, a procédé au recrutement de 343 DE pour le compte des entreprises dont 183 principalement dans la branche "Commerce/réparation automobiles/d'articles domestiques" suivie de la branche relative à l'hôtellerie et restauration (52) et celles des activités financières (40). Au cours de la même période, l'administration publique a sollicité le moins l'ANPE pour le recrutement de 4 agents.

Les agents de Maîtrise représentant 83,6% ont été les plus recrutés pour le compte des entreprises mais aussi 16,4% constitués d'agents d'exécution ont fait l'objet de recrutement

Tableau 1: Répartition des recrutements effectués au niveau de l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon les branches d'activités

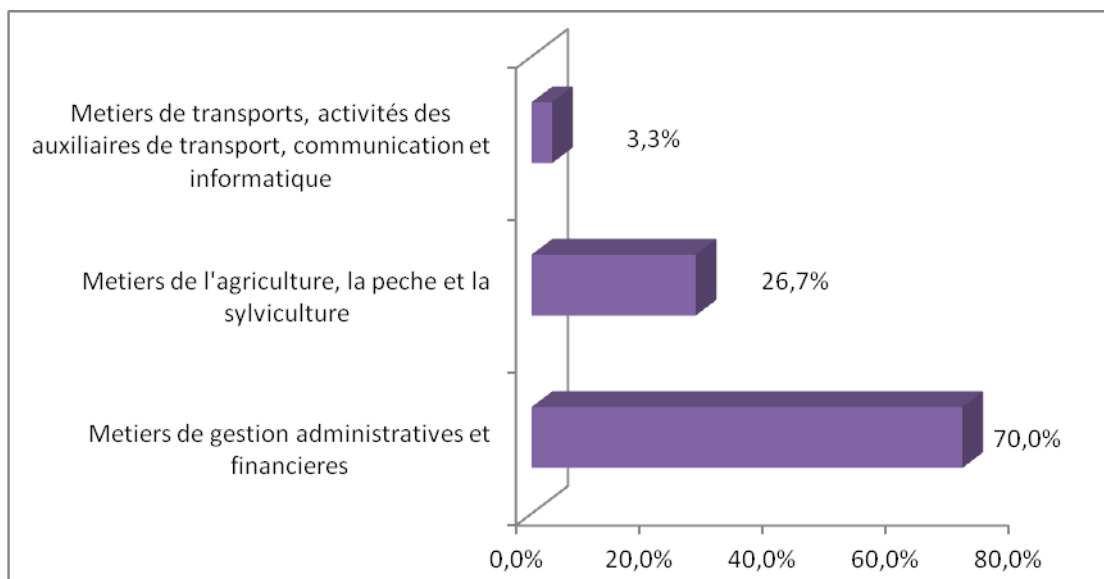
Branche d'activités	Recrutements effectués	
	Effectif	Proportion
Construction	27	7,9%
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	183	53,4%
Hôtels et restaurants	52	15,2%
Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	8	2,3%
Activités financières	40	11,7%
Activités d'administration publique	4	1,2%
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	29	8,5%
Total	343	100,0%

Source: ANPE, calculs DOE

Les recrutements effectués par les deux bureaux privés de placement au cours du premier semestre 2015 ont concerné principalement les métiers relatifs à la gestion administrative et financière (21 postes, soit 70,0%) suivis de ceux relatifs à l'agriculture, la chasse et la

sylviculture (8 postes, soit 26,7%). Les métiers de transport, activités des auxiliaires de transport, communication et informatique ne représentent que 3,3%.

Graphique 8: Répartition des recrutements effectués par les bureaux privés de placement au cours du premier semestre 2015 selon les domaines d'activités



Source: Bureaux privés de placement, calculs DOE

Par ailleurs, au cours de cette période, ces bureaux de placement ont recruté majoritairement pour les entreprises des agents de maîtrise représentant 73,3% des postes. Par contre, ils ont peu recruté des agents d'exécution (6,7%). De plus, toutes les offres de recrutement enregistrées dans les deux bureaux privés de placement ont été satisfaites.

b) Placements effectués

Au cours de la période considérée, l'ANPE a placé 116 DE pour les activités commerciales et de réparation de véhicules et d'autres articles domestiques. Les activités de transport et activités auxiliaires de transport et communication et celles relatives à l'administration publique ont seulement sollicité respectivement 2 et 3 DE.

Il faut noter également que 69,7% des DE placés sont des agents de Maîtrise et 29,0%, des agents d'exécution. Les cadres et assimilés ne représentent que 1,3%.

Tableau 2: Répartition des placements effectués par l'ANPE au cours du premier semestre 2015 selon les branches d'activités

Branche d'activités	Placements effectués	
	Effectif	Proportion
Construction	17	7,1%
Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	116	48,7%
Hôtels et restaurants	24	10,1%
Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	2	0,8%
Activités financières	43	18,1%
Activités d'administration publique	3	1,3%
Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	33	13,9%
Total	238	100,0%

Source: ANPE, calculs DOE

Au cours de la période toutes les offres de placement enregistrées par les deux bureaux ont été satisfaites. Au total 11 demandeurs d'emplois (10 agents de maîtrise et 1 agent d'exécution)¹ ont été placés.

Sur les 11 DE placés, seul 1 l'a été sous contrat à durée indéterminée. Par ailleurs, la branche « activités financières » a occupé l'essentiel des DE placés (10 personnes).

¹ Ces données sont relatives aux placements et aux intérim.

Chapitre 2: Politiques actives du marché du travail

Les mesures actives mises en place par le Gouvernement visent à apporter des solutions aux problèmes d'emploi des jeunes. Le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE) géré par l'Agence nationale pour l'emploi et le volontariat national piloté par l'Agence nationale du volontariat au Togo (ANVT) sont quelques-unes de ces mesures. D'autres institutions et programmes ont été mis également sur pieds pour accompagner les chercheurs d'emploi dans leur insertion professionnelle. Il s'agit, entre autres, de l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF) et du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ).

1. Programme AIDE

Le programme d'Appui à l'insertion et au développement de l'embauche (AIDE) est mis en place par le Gouvernement pour faciliter l'insertion socio professionnelle des jeunes diplômés des Universités, des Ecoles et des centres de formation. C'est un programme de stage orienté vers les secteurs privé et parapublic sur lequel les jeunes de 18 à 40 ans sont placés pour une période de 6 mois renouvelable une seule fois.

Au cours de la période de janvier à juin 2015, il a été enregistré 2 043 candidatures sur le programme AIDE dont 518 de sexe féminin. Par contre, au cours de la même période, 1 212 postes de stages ont été enregistrés pour le programme.

L'analyse des offres de stages montre que les candidats ayant une formation de spécialité Commerce (25,4%), Sciences économiques et de gestion (23,4%), Arts et Lettres (22,4%) ont été les plus sollicités.

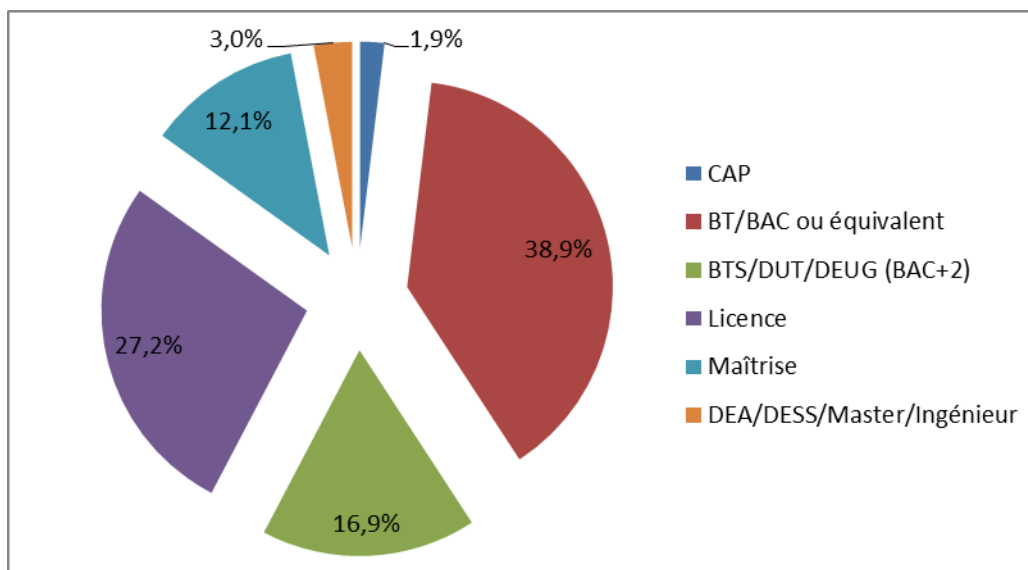
Tableau 3: Répartition des offres de stages selon les domaines de formation

Spécialités	Effectifs
Arts et lettres	272
Commerce	308
Sciences économiques et de gestion	284
Sciences humaines	84
Sciences médicales	20
Sciences naturelles	32
Sciences techniques	84
TIC	68
Tourisme et hôtellerie	60
Total	1212

Source: ANPE, calculs DOE

Sur les 1 212 offres de stages, 265 ont été satisfaites. L'analyse des placements selon le sexe révèle que moins de postes ont été occupés par les femmes (41,8%). Les titulaires de BAC/BT et équivalents (38,9%) ont plus bénéficié du programme au cours du 1^{er} semestre suivis de ceux de la Licence (27,2%). Les stagiaires titulaires du CAP ont été les moins placés (1,9%).

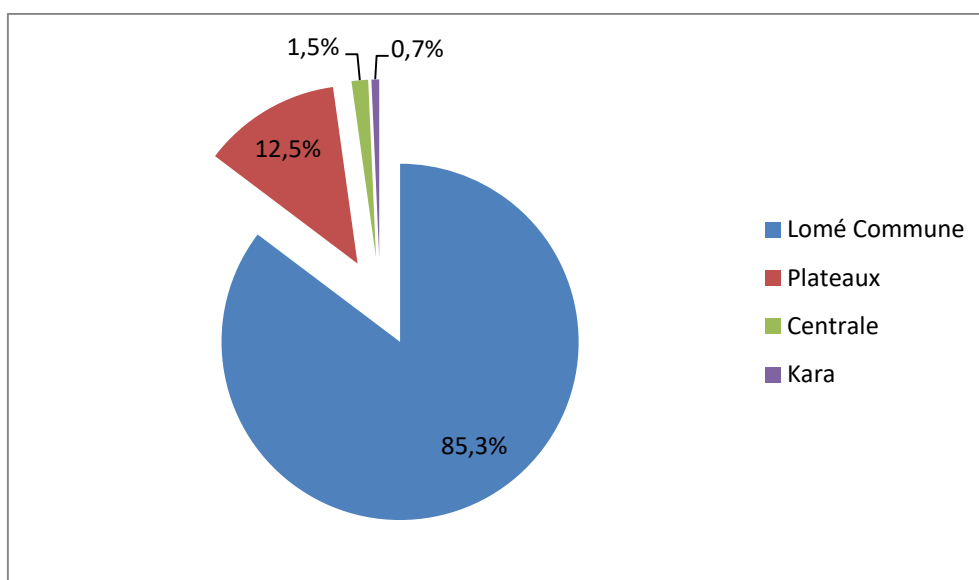
Graphique 9: Répartition des candidats placés au cours du premier semestre 2015 selon le niveau d'instruction



Source : ANPE, calculs DOE

Aussi, faut-il remarquer que les diplômés de Lomé Commune ont été plus placés (85,3%), suivis de ceux de la Région des Plateaux (12,5%). Les régions Maritime et des Savanes n'ont pas bénéficié du programme au cours de cette période.

Graphique 10: Répartition des placements au cours du premier semestre 2015 par région au cours du premier semestre 2015



Source : ANPE, calculs DOE

2. Volontariat national

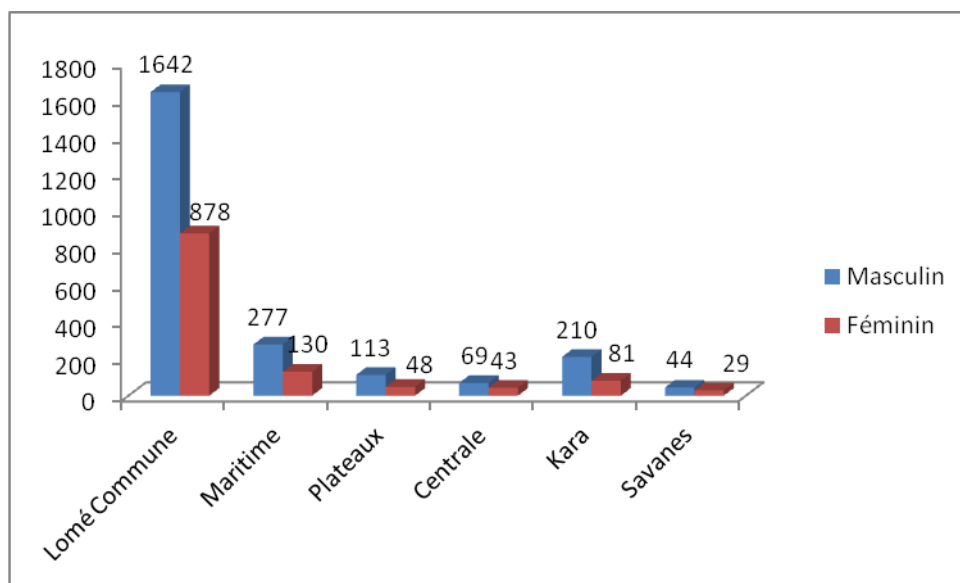
Le volontariat national vise (i) la mise en place d'un mécanisme de mobilisation et de valorisation sociale des ressources humaines disponibles dans le pays, (ii) l'opérationnalisation d'un mécanisme de mobilisation effective et de rentabilisation sociale

de ressources humaines à travers le volontariat et (iii) l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres.

a) Candidatures enregistrées

Au cours de la période de janvier à juin 2015, l'ANVT a enregistré 3 564 candidatures dont 33,9% féminines. Selon les régions, il est enregistré plus de candidats dans Lomé Commune (2 520) et moins de candidats dans la région des Savanes (73). Aussi faut-il relever que les candidats de sexe masculin sont plus nombreux que ceux de sexe féminin, quelle que soit la région.

Graphique 11: Répartition de candidatures de volontaires enregistrées de janvier à juin 2015 par région et par sexe



Source : ANVT, calculs DOE

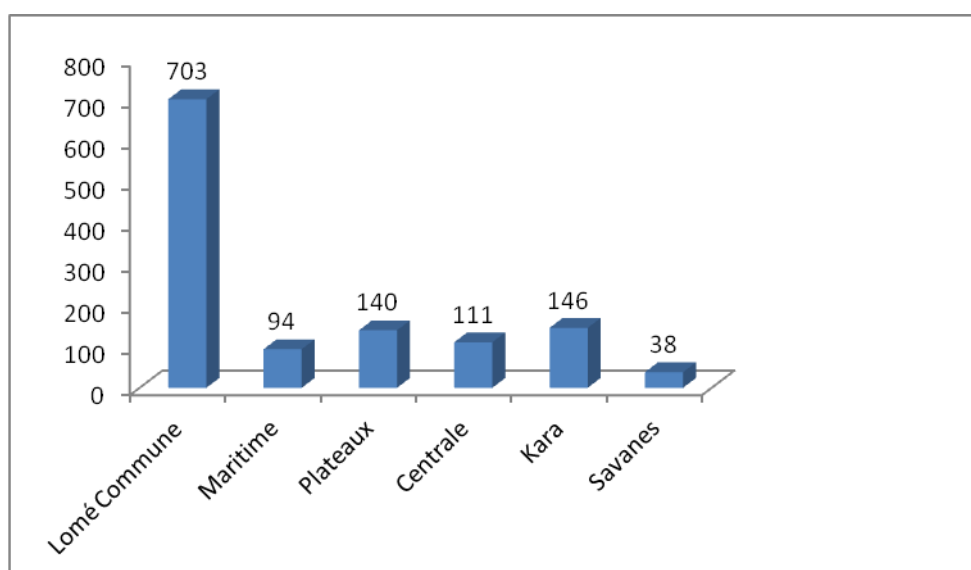
Les jeunes de la tranche 25-29 ans ont été les plus enregistrés au cours de ce semestre, représentant 48,1% suivis de ceux de 20-24 ans, équivalant à 22,5%. Selon le sexe, les femmes ont été moins enregistrées, quelle que soit la tranche d'âge. Il faut souligner que les moins de 15 ans ont été également enregistrés.

En considérant le diplôme des candidats enregistrés, les titulaires de licence (41,2%) ont été les plus inscrits suivis de ceux ayant un diplôme de BT/BAC ou équivalent (26,5%). Par ailleurs, une personne titulaire d'un doctorat a été aussi enregistrée.

b) Offres de volontariat enregistrées

Dans l'ensemble, 1 232 offres de volontariat ont été exprimées par 658 structures au cours des 6 premiers mois de 2015. Selon les régions, 49,7% des structures qui ont exprimé des besoins de volontaires se trouvent à Lomé Commune contre 4,4% dans la région des Savanes. De plus, à Lomé Commune, 703 postes de volontaires sont offerts contre seulement 38 dans la région des Savanes.

Graphique 12: Nombre d'offres de postes de volontaires enregistrés selon la région de janvier à juin 2015



Source : ANVT, calculs DOE

Au cours de ce semestre, les offres de postes de volontaires ont requis le plus souvent un diplôme de licence (430) mais aussi un diplôme de maîtrise (366) et de BTS (152).

Graphique 13: Nombre d'offres de postes de volontaires enregistrés et de structures ayant offert ces postes par diplôme obtenu de janvier à juin 2015

Diplôme exigé	Nombre d'offre de postes de volontaires	Nombre de structures ayant offert ces postes
CEPD	0	0
BEPC	83	30
CFA/CQP	0	0
CAP	7	7
DEP	0	0
BEP	0	0
BT/BAC ou équivalent	149	92
DUT	4	4
BTS	152	109
Licence	430	208
Maîtrise	366	183
BAC+5	41	25
Doctorat/Phd.	0	0
Autres diplômes	0	0
Total	1232	658

Source : ANVT, calculs DOE

Suivant les domaines d'intervention, les offres de postes ont concerné principalement les domaines de l'action sociale (291), de l'économie et finances (271), de santé (196) et de l'administration (168).

Graphique 14: Nombre d'offres de postes de volontaires enregistrés par le domaine d'intervention de la structure de janvier à juin 2015

Domaine d'intervention	Nombre d'offres de postes de volontaires
Education	21
Santé	196
Sport	0
Transport	6
Administration	168
Actions sociales	291
Eau, environnements et assainissement	34
Agriculture	69
Communication	54
Droit et justice pour tous	51
Economie et finances	271
Sciences techniques et statistiques	71
Total	1232

Source : ANVT, calculs DOE

Il faut observer qu'au cours de cette période, seulement 4 volontaires ont été placés dont 2 femmes.

c) Rupture de contrats

Sur la période, 60 contrats de volontariat ont été rompus dont 55, principalement pour des raisons d'abandon pour convenance personnelle. Il faut remarquer également qu'aucun cas d'accident n'a été enregistré au cours de la période.

3. Accompagnement entrepreneurial de L'ANPE

L'activité de formation et de sensibilisation est celle qui a le plus mobilisé les conseillers de l'ANPE au premier semestre 2015.

Au cours de la période, le Département d'appui à la création d'entreprises (DACE) de l'ANPE a sensibilisé 195 jeunes sur l'éveil à l'esprit entrepreneurial et en a formé 229 en création et gestion de micro entreprises. Sur sollicitation du FAIEJ, 153 jeunes ont été individuellement suivis en rédaction de plan d'affaires.

A l'analyse du tableau ci-dessous, il est noté que plus de personnes ont été formées à Lomé Commune (48,4%) et dans les Plateaux (24,8%). Les formations n'ont pas eu lieu dans les régions des Savanes et Centrale. Les autres régions viennent respectivement avec 13,5% (Kara) et 13,1% (Maritime). Aussi plus de jeunes ont-ils été accompagnés dans Lomé Commune (47,7%) que dans les autres régions bénéficiaires.

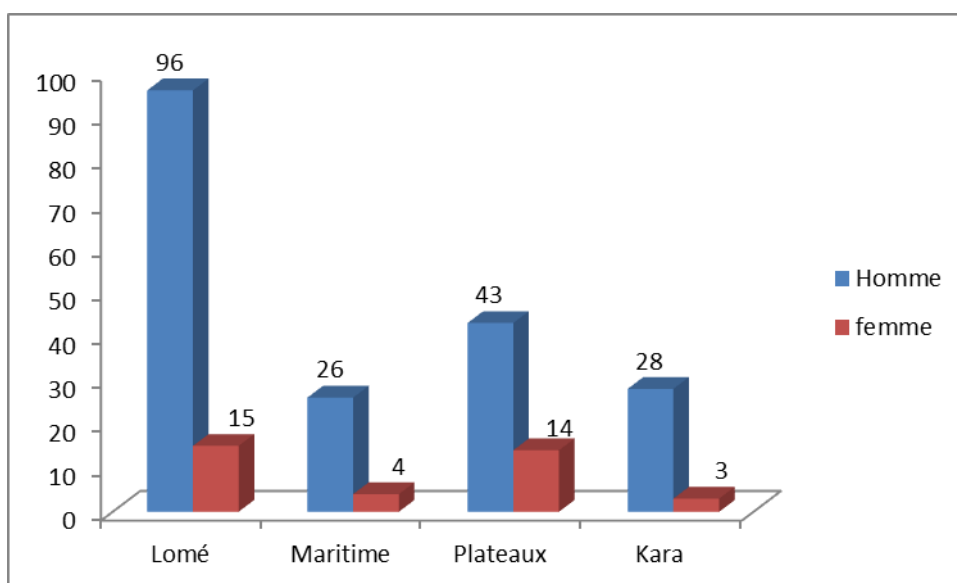
Tableau 4: Répartition des jeunes selon la localité et le type d'accompagnement

Localités	Jeunes sensibilisées	Jeunes formés	Plan d'affaires en cours
Lomé Commune	100	111	73
Maritime	0	30	23
Plateaux	46	57	22
Centrale	0	0	0
Kara	49	31	35
Savanes	0	0	0
Total	195	229	153

Source : ANPE, calculs DOE

L'analyse par sexe montre que les personnes de sexe masculin ont été plus formées et ce dans toutes les régions. Il est aussi observé que la proportion des personnes de sexe masculin formées est largement supérieure à Lomé que dans les autres régions.

Graphique 15: Répartition des jeunes formés par région et par sexe



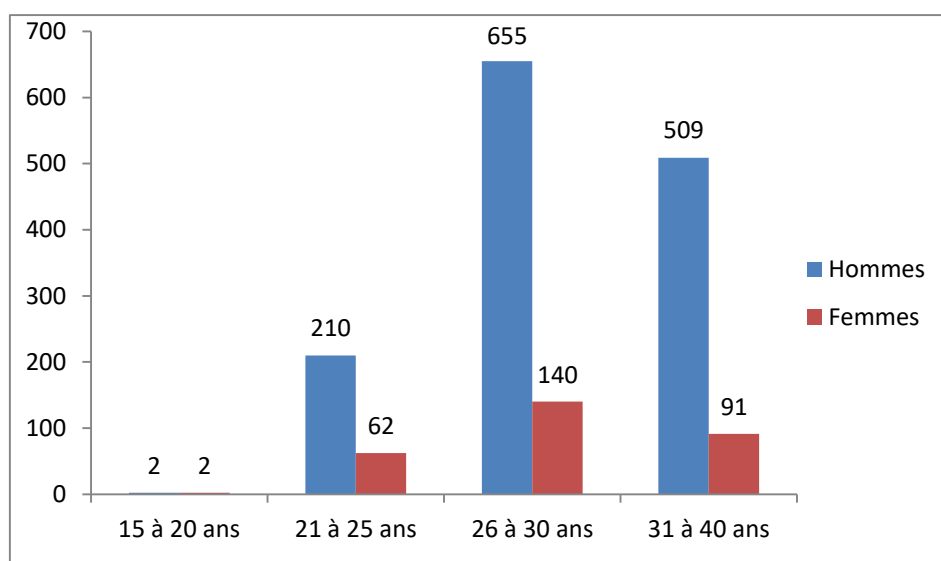
Source : ANPE, calculs DOE

4. Enregistrement et services offerts au FAIEJ

De janvier à juin 2015, le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ) a enregistré 1 671 jeunes. La majorité des inscrits sont des hommes (1 376).

Les jeunes de la tranche d'âge 26-30 ans ont été plus enregistrés (795) suivis de ceux de 31-40 ans (600). Les jeunes de 15-20 ans ont été très peu enregistrés (4).

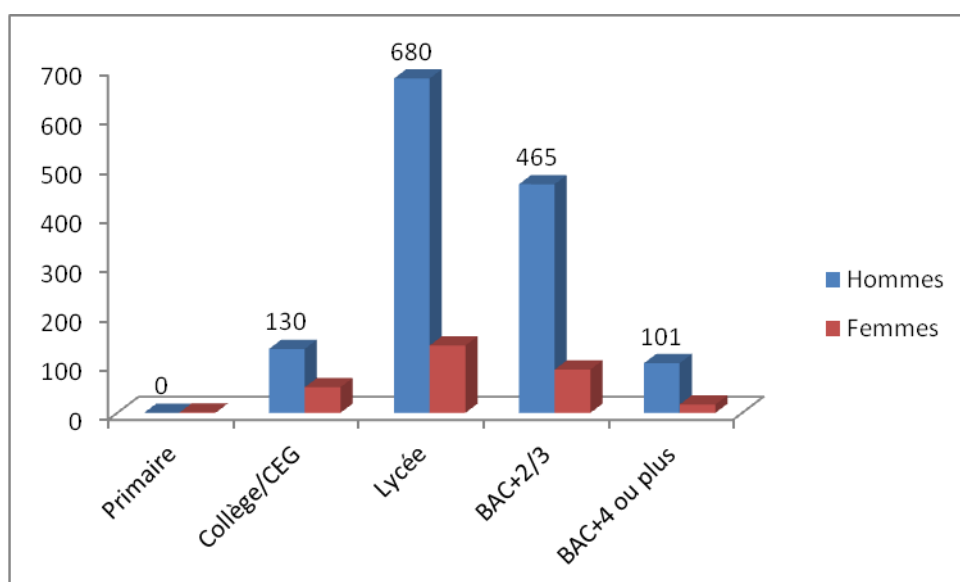
Graphique 16: Nombre de jeunes enregistrés au cours du premier semestre 2015 selon l'âge et le sexe



Source : FAIEJ, calculs DOE

L'analyse selon le niveau d'instruction montre que les jeunes du deuxième cycle du secondaire général et du secondaire technique et professionnel ont été plus inscrits (817). Il est également dénombré 553 jeunes de niveau BAC+2/3. Une seule personne de sexe féminin du niveau primaire a été enregistrée au cours de la période.

Graphique 17: Jeunes inscrits au cours du premier semestre 2015 selon le niveau d'instruction et le sexe



Source : FAIEJ, calculs : DOE.

Par ailleurs, suivant le statut par rapport à l'emploi, la majorité des inscriptions concerne les chômeurs (1380). Les jeunes ayant une occupation ont été peu enregistrés (291). Dans tous les cas, qu'ils soient chômeurs ou occupés, il est observé un grand nombre d'hommes inscrits que de femmes.

Tableau 5: Jeunes inscrits au cours du premier semestre 2015 selon le statut par rapport à l'emploi et le sexe

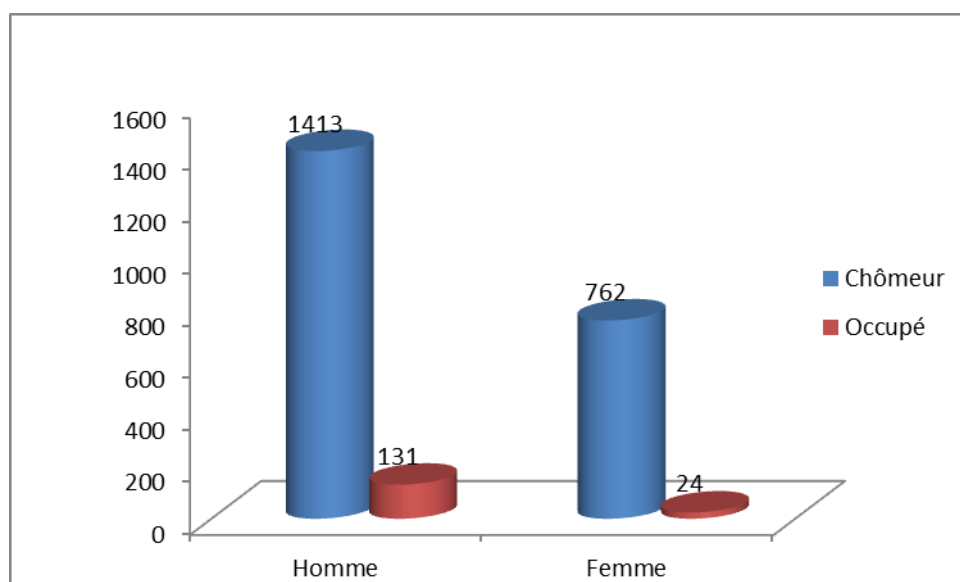
Statut	Homme	Femme	Ensemble
Chômeur	1128	252	1380
Occupé	248	43	291
Total	1376	295	1671

Source : FAIEJ, calculs : DOE

a) Formation en techniques de création et de gestion de micro entreprises

Au cours du premier semestre 2015, le FAIEJ a formé 2330 jeunes dont 786 femmes en technique de création et de gestion de micro entreprises. Parmi ces formés, les jeunes du deuxième cycle du secondaire aussi bien du général que du technique et professionnel sont majoritaires (957) suivis de ceux du premier cycle du secondaire (664). Seulement 311 jeunes du supérieur ont été formés (tableau 2.2: annexe). Parmi les jeunes formés, 2 175 étaient sans emploi.

Graphique 18: Répartition des jeunes formés par situation dans l'emploi et par sexe

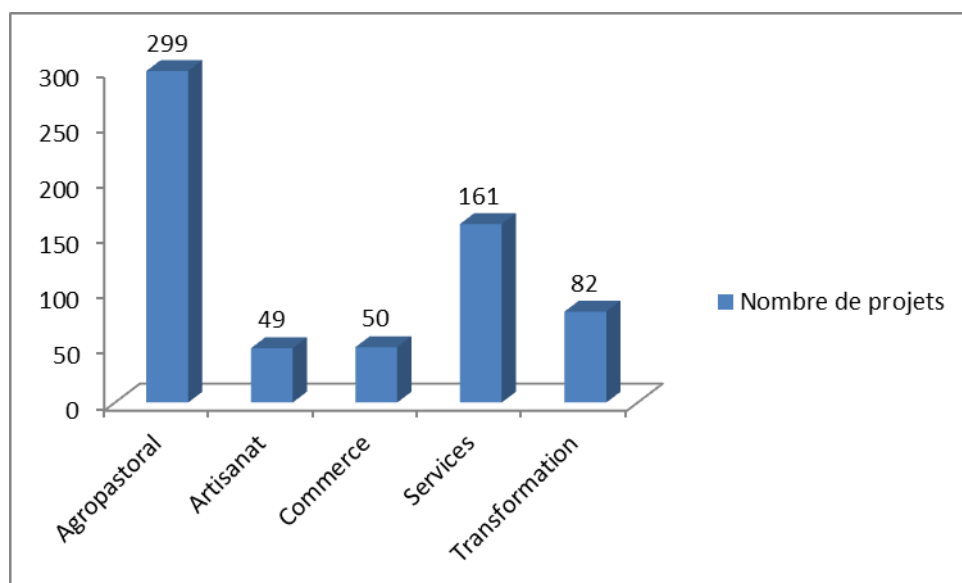


Source : FAIEJ, calcul DOE

b) Nombre de projets enregistrés et financés au premier semestre 2015

Au cours du premier semestre de l'année 2015, le FAIEJ a enregistré au total 641 projets dans divers domaines. Ces projets sont pour la plupart, dans le secteur agropastoral (299) et dans les services (161) comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 19: Répartition des projets enregistrés selon la branche d'activités au 1er semestre 2015



Source : FAIEJ, calcul DOE

Il est à noter que parmi ces projets, 76 ont été financés au cours de la même période par 2 banques et 5 institutions de micro finance.

5. Activités de l'Agence nationale de promotion et de garantie du financement des PME/PMI (ANPGF)

De janvier à juin 2015, l'ANPGF a enregistré 47 projets d'entreprises dont un seul présenté par une femme. Les promoteurs de ces PME/PMI sont majoritairement de niveau d'instruction universitaire (21 promoteurs, soit 44,6%). Parmi les 47 promoteurs, 09, tous des hommes, ont bénéficié d'un financement de l'ANPGF.

Par ailleurs, l'ANPGF a enregistré et formé en techniques managériales d'entreprises 585 PME/PMI. De plus, 52 PME/PMI ont bénéficié des appuis conseils des services de l'ANPGF. Les entreprises assistées relèvent majoritairement du secteur de l'immobilier, location et service aux entreprises aussi bien pour la formation en techniques managériales d'entreprises (24,4%) qu'en appuis conseils (21,1%). Dans l'ensemble, ces formations ont touché 637 personnes dont 94 femmes .

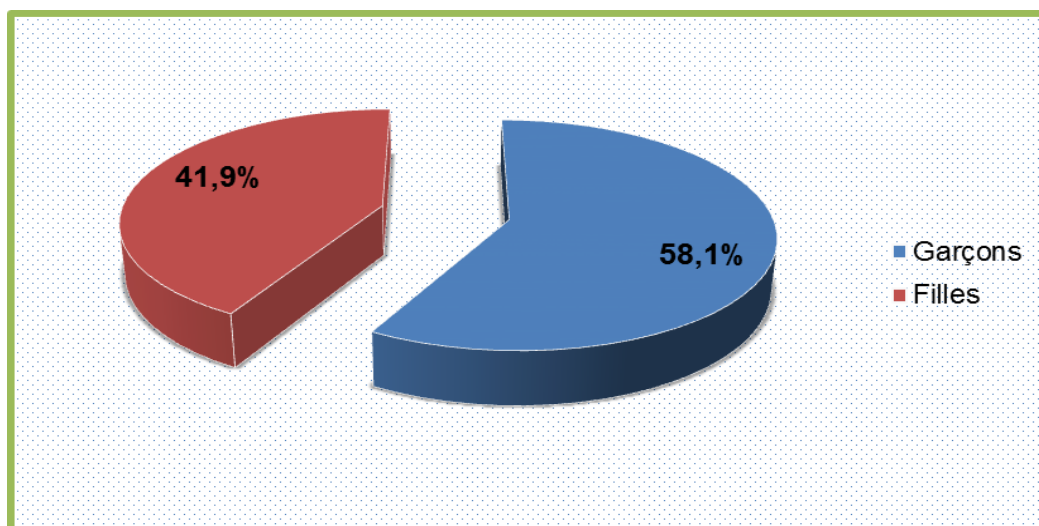
Chapitre 3: Formation et marché du travail

1. Enseignement technique et formation professionnelle (ETFP)

a) Analyse de l'offre et de la demande de formation

Au premier semestre 2015, au total 179 établissements ont accueilli 35 892 apprenants dont 15 037 filles, soit 41,9%. Comparativement à la même période en 2014, on note une légère augmentation des effectifs de 6,1%.

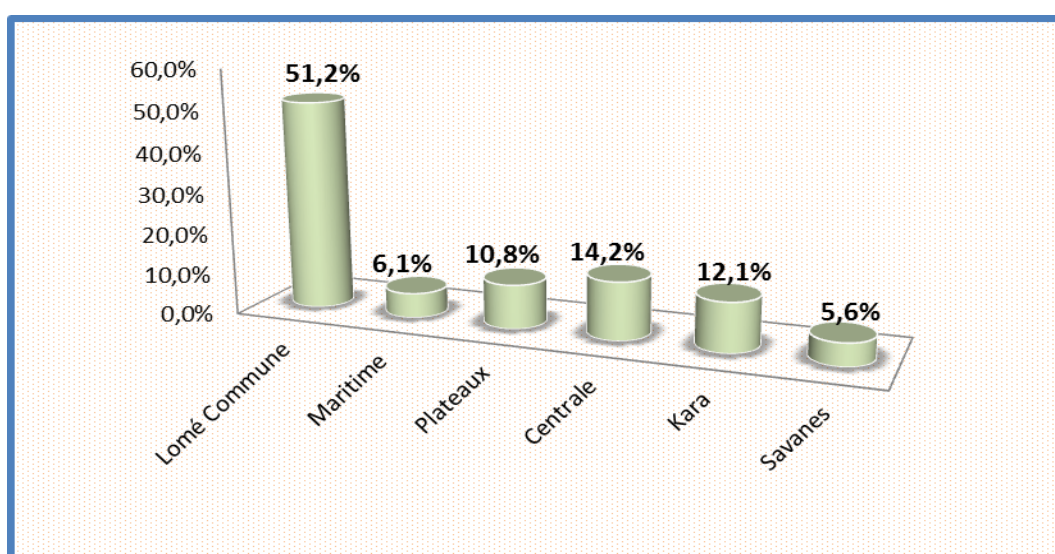
Graphique 20: Répartition des élèves inscrits dans l'ETFP au cours de l'année scolaire 2014/2015 par sexe



Source: METFP/DSRP, calculs DOE 2015

Plus de la moitié (51,2%) des apprenants se trouve dans Lomé Commune. Par contre, il y a eu peu d'apprenants dans la région des Savanes où il est compté 2 006 apprenants, soit 5,6%.

Graphique 21: Répartition des élèves inscrits dans l'ETFP au cours de l'année scolaire 2014/2015 par région



Source: METFP/DSRP, calculs DOE 2015

S'agissant des déperditions, il est enregistré 1 228 apprenants qui ont abandonné leur formation. Près des 2/3 des apprenants (65,6%) ayant abandonné leur formation sont des garçons. Lomé Commune a enregistré le plus grand nombre d'abandons (499, soit 40% des abandons) suivie de la région Centrale avec 19,2%. Par contre, la région des Savanes a enregistré la plus faible proportion d'abandons avec 5,9%.

Lorsqu'on considère le nombre d'apprenants inscrits dans une classe d'examen, on constate que sur 18 210 apprenants, Lomé Commune a enregistré le plus grand pourcentage d'apprenants avec 62,4% suivie de la région Centrale avec 12,0%. Par contre, la région des Savanes a enregistré le moins d'apprenants (360, soit 2,0%) inscrits.

b) Efficacité interne du système ETFP

Au cours du premier semestre 2015, seuls les examens du Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du Brevet d'études professionnelles (BEP) ont été organisés.

Au total 2 182 apprenants dont 9,8% de filles se sont présentés au CAP et 127 apprenants dont 58 filles au BEP. Au CAP, 1 789 candidats dont 112 filles ont été déclarés admis, soit un taux de réussite de 82,0%. Au BEP, 28 candidats ont été déclarés admis, soit un taux de réussite de 22,0%.

En ce qui concerne le redoublement, 5 810 apprenants ont eu à redoubler une classe d'examen au cours de l'année scolaire 2014/2015. Plus de la moitié des apprenants (53,5%) ayant redoublé sont des garçons. Lomé Commune compte 3 068 redoublants dont 52,3% de filles contre 326 redoublants dans la région des Savanes.

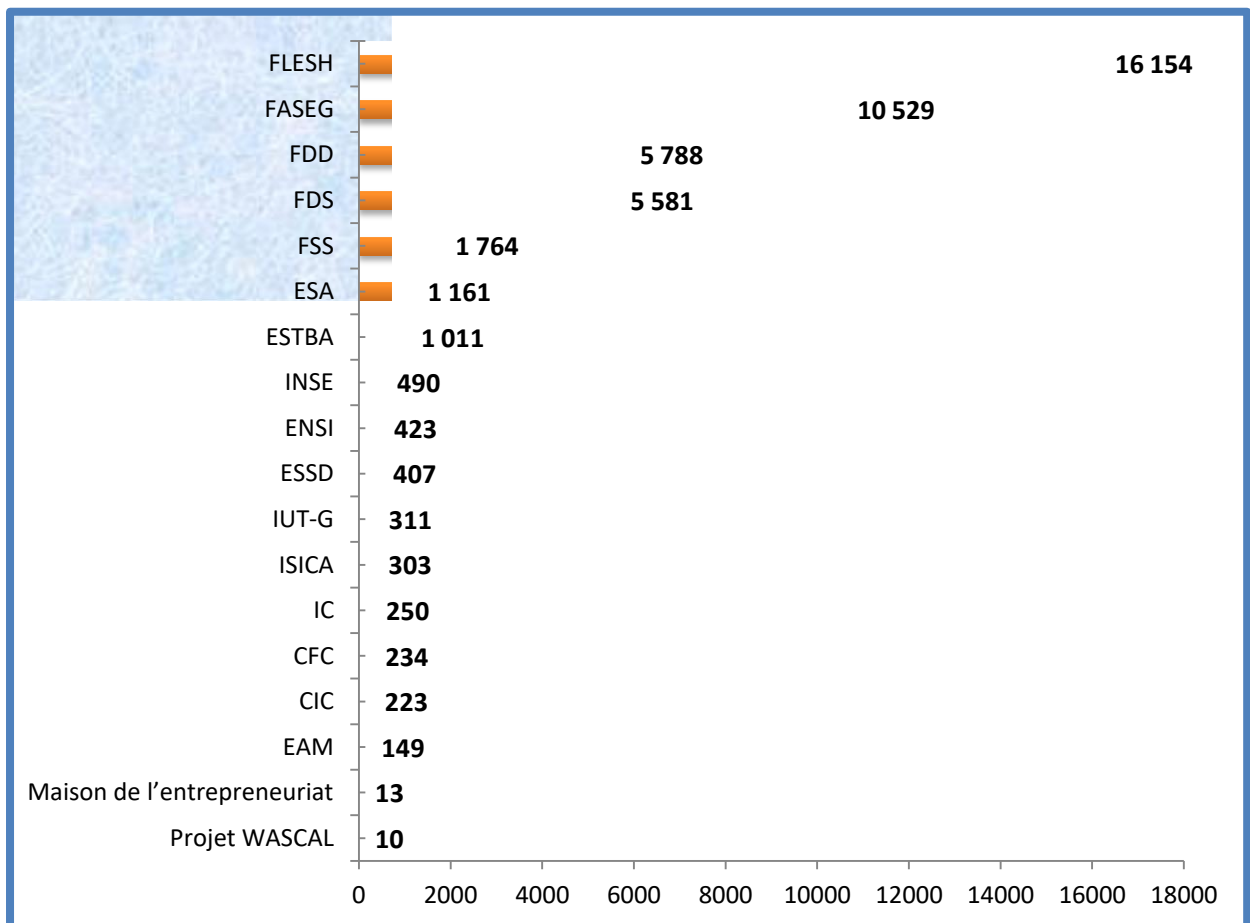
2.Enseignement supérieur public

Les données traitées et analysées dans cette partie sont celles de l'Université de Lomé (UL) et de l'Université de Kara (UK).

Au total 44 801 étudiants à l'UL (dont 12 496 filles, soit 27,9%) et 11 883 étudiants à l'UK (dont 2 735 filles, soit 23,0%) se sont inscrits au cours de l'année académique 2014-2015 respectivement dans 51 et 32 filières.

L'analyse des données par département de l'UL montre que la Faculté des lettres et sciences humaines (FLESH) a enregistré plus d'étudiants, soit 36,1% suivie de la Faculté des sciences économiques et de gestion (FASEG) avec 23,5% et de la Faculté de droit avec 12,9%. Par contre, le Centre informatique et de calcul (CIC) et l'Ecole des assistants médicaux (EAM) de l'UL comptent moins d'étudiants avec respectivement 0,5% et 0,3%. Par ailleurs, la Maison de l'entrepreneuriat de Lomé et le Projet WASCAL comptent des effectifs très négligeables (voir graphique 3.2.1).

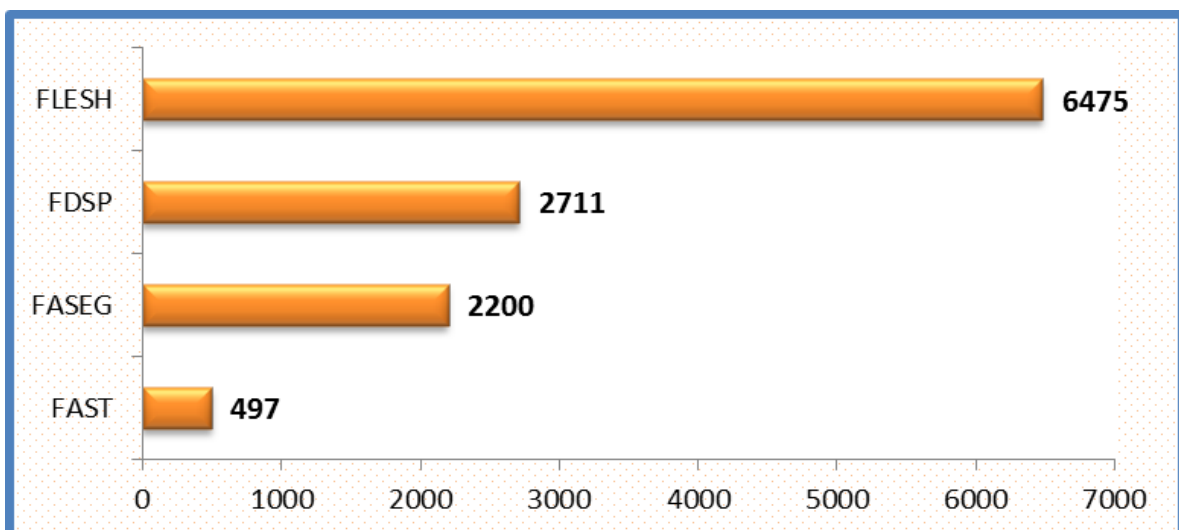
Graphique 22: Répartition des étudiants inscrits à l'UL par département au cours de l'année académique 2014-2015



Source: UL, calculs DOE

A l'UK, la FLESH concentre 54,5% des effectifs des étudiants, la FASEG 22,8%, la FDS 18,5% et la FAST 4,2%.

Graphique 23: Répartition des étudiants inscrits à l'UK par département au cours de l'année académique 2014-2015



Source: Statistiques UK, calculs DOE

c) Corps enseignant

L'encadrement pédagogique des étudiants a été assuré par 580 enseignants dont 62 femmes à l'UL et 98 enseignants dont 4 femmes à l'UK.

A l'UL, une proportion plus importante des enseignants est observée au niveau de la FLESH (25,5%), la FSS (22,6%) et la FDS (21%). A l'UK, 46,9% des enseignants interviennent à la FLESH contre 11,2% pour respectivement la FSS et la FDSP.

La répartition des enseignants par grades académiques à l'UL montre qu'il y a 10,6% de Professeurs titulaires, 4,2% de Maîtres de conférences agrégés, 13,4% de Maîtres de conférences, 27,9% de Maîtres-assistants et 25,7% d'Assistants-docteurs. Le reste du personnel enseignant (17,1%) est constitué d'Assistants non docteurs.

L'UK a employé plus de docteurs (34,7%) et d'assistants non docteurs (28,6%) que de Professeurs titulaires et de Maîtres de conférences qui représentent respectivement 5,1% et 2,0%. Les Maîtres -assistants représentent 28,6% du corps enseignant de l'UK.

d) Renforcement des capacités

Au cours du premier semestre 2015, le Fonds national d'apprentissage, de formation et de perfectionnement professionnels (FNAFPP) a réalisé des activités de renforcement des capacités au profit des salariés et a appuyé des entreprises pour la formation du personnel.

Dans le cadre de la mission qui lui est dévolue, le FNAFPP a apporté son appui financier pour assurer la formation de 812 salariés dont 350 femmes. Les salariés du secteur public ont plus bénéficié de l'appui du FNAFPP comparativement à ceux des secteurs parapublic et privé. En effet, 66,3% des travailleurs bénéficiaires proviennent du secteur public, contre 22,0% du privé et 11,7% du parapublic.

Par ailleurs, au total 11 entreprises ont bénéficié de l'appui financier du FNAFPP réparties comme suit : 7 à Lomé, 2 dans la région Maritime, 1 dans la région de la Kara et 1 dans la région des Savanes.

Chapitre 4: Dialogue social et sécurité sociale

Ce chapitre analyse les informations fournies par la Direction générale du travail (DGT) au cours du premier semestre 2015.

Direction générale du travail

a) Inspecteurs et médecins du travail recrutés

Pour bien contrôler la collaboration de travail entre employeurs/employés, des inspecteurs du travail ont été affectés de la DGT entre janvier et juin 2015. Sur 52 inspecteurs de travail recrutés, seulement 14 sont des femmes. Lomé Commune a bénéficié de plus d'inspecteurs (20) avec une supériorité numérique des femmes (13). Le plus bas effectif (5) des inspecteurs de travail est enregistré dans chacune des régions Centrale et Maritime.

Tableau 6: Nombre d'inspecteurs du travail enregistrés de janvier à juin 2015 par région et par sexe

Régions	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	07	13	20
Maritime	05	00	05
Plateaux	07	01	08
Centrale	05	00	05
Kara	08	00	08
Savanes	06	00	06
Total	38	14	52

Source : DGT, calculs DOE

Au cours de la même période, dans le domaine sanitaire et sur l'ensemble du territoire national, un seul médecin du travail de sexe masculin a été recruté à Lomé Commune.

b) Règlement des conflits de travail et négociations syndicales

➤ Conflits employeurs/employés traités

De janvier à juin 2015, l'inspection du travail a traité 449 conflits entre employeurs et employés. Près de la moitié de ces conflits sont enregistrés dans Lomé Commune (209). La région des Plateaux est celle qui a enregistré moins de conflits (20).

Tableau 7: Situation du traitement de conflits employeurs/employés par région de janvier à juin 2015

Régions	Nombre de conflits traités
Lomé Commune	209
Maritime	92
Plateaux	20
Centrale	32
Kara	70
Savanes	26
Total	449

Source : DGT, calculs DOE

➤ Contrats de travail visés

La Direction générale du travail a visé 1 881 contrats de travail des nationaux entre janvier et juin 2015 dont 1 664 contrats à durée déterminée (CDD). Lomé Commune a compté le plus grand nombre de contrats de travail visés (1 045) contrairement à la région des Savanes où il est dénombré 35 contrats de travail visés.

Tableau 8: Contrats de travail visés de janvier à juin 2015

Régions	Contrat à durée déterminée	Contrat à durée indéterminée	Total
Lomé commune	926	119	1045
Maritime	120	36	156
Plateaux	513	21	534
Centrale	46	22	68
Kara	26	17	43
Savanes	33	02	35
Total	1664	217	1881

Source : DGT, calculs DOE

Concernant les contrats de travail des expatriés visés, la majorité relève des immigrés des pays de la CEDEAO. En effet, sur 68 contrats de travail des expatriés visés par la DGT, plus de la moitié (51,5%) provient des immigrés de la CEDEAO contre 22,1% en provenance des autres pays d'Afrique. Pour le reste du monde, seuls les contrats de travail visés des immigrés européens avec une proportion de 26,5% ont été enregistrés.

Tableau 9: Nombre de contrats de travail d'expatriés visés de janvier à juin 2015 selon la zone de provenance

Provenance	Nombre de contrats visés
Pays CEDEAO	35
Autres pays d'Afrique	15
Europe	18
Total	68

Source : DGT, calculs DOE

c) Fermeture d'entreprises et licenciements

Entre janvier et juin 2015, le nombre d'entreprises fermées est de 16. Elles sont toutes des entreprises issues du secteur privé. Elles ont été fermées pour des motifs économiques.

Au cours de la même période, il est dénombré 427 agents licenciés dont 72 femmes. La branche d'activité « Transports, activités des auxiliaires de transport et communication » a enregistré 64 licenciements représentant le plus grand nombre, soit 15,0%.

Tableau 10: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 selon la branche d'activités et le sexe

Branche d'activités	Hommes	Femmes	Ensemble
B1- Agriculture, chasse et sylviculture	00	00	00
B2- Pêche, pisciculture, aquaculture	00	00	00
B3- Activités extractives	40	00	40
B4- Activités de fabrication	05	01	06
B5- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	05	00	05
B6- Construction	54	00	54
B7- Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	12	02	14
B8-Hôtels et restaurants	35	13	48
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	59	05	64
B10-Activités financières	16	09	25
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	11	00	11
B12-Activités d'administration publique	29	00	29
B13-Education	25	07	32
B14-Santé et action sociale	12	06	18
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	25	05	30
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	05	15	20
B17-Activités des organisations extraterritoriales	03	00	03
Autres	19	09	28
Total	355	72	427

Source : DGT, calculs DOE

Sur les 427 licenciements recensés de janvier à juin 2015, la commune de Lomé vient en première position avec 42,4% suivie de la région Maritime (24,4%). Le taux de licenciements le plus faible est enregistré dans la région des Plateaux (4,2%).

Tableau 11: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 par région et par sexe

Régions	Hommes	Femmes	Ensemble
Lomé commune	142	39	181
Maritime	96	08	104
Plateaux	18	00	18
Centrale	19	05	24
Kara	55	15	70
Savanes	25	05	30
Total	355	72	427

Source : DGT, calculs DOE

Toutes les catégories socioprofessionnelles ont été touchées par le licenciement. Les employés sont les plus victimes du licenciement (42,9%) tandis que les cadres supérieurs ont été les moins licenciés (3%).

Tableau 12: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 selon la catégorie socioprofessionnelle et le sexe

Catégories socio-professionnelles	Hommes	Femmes	Ensemble
Cadre supérieur	11	02	13
Cadre moyen et agent de maîtrise	67	10	77
Ouvrier	95	19	114
Employé	147	36	183
Manœuvre et assimilé	35	05	40
Total	355	72	427

Source : DGT, calculs DOE

Selon le motif, le licenciement de personnel observé de janvier à juin 2015 est dû à un certain nombre de motifs. Le plus grand nombre de licenciements enregistrés (162) sont dus aux motifs économiques. Les licenciements dus à l'invalidité sont les moins enregistrés (05). Par ailleurs, les hommes ont été plus licenciés pour des motifs économiques (143) alors que les femmes l'ont été plus pour des motifs de fautes (25).

Tableau 13: Nombre de licenciements enregistrés de janvier à juin 2015 selon le motif² et le sexe

Motifs de licenciement	Hommes	Femmes	Ensemble
Economique	143	19	162
Faute lourde	62	16	78
Autre faute	103	25	128
Invalidité	04	01	05
Autres motifs	43	11	54
Total	355	72	427

Source : DGT, calculs DOE

d) Négociations syndicales et conflits employés/employeurs

Pour éviter la cessation de travail, des négociations syndicales ont été menées. De janvier à juin 2015, 18 négociations syndicales employeurs/travailleurs ont été effectuées. Ces négociations ont eu lieu dans les branches « Activités extractives » (8), « Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (3), « Santé et action sociale » (3), « Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » (2), « Education » (1) et « Agriculture, chasse et sylviculture » (1).

Dans le cadre des conflits entre employeurs/employés, 8 préavis d'arrêt de travail ont été enregistrés entre janvier et juin 2015 dont 2 dans la branche « Education », 1 dans celle du « Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques » et 1 dans la « Santé et action sociale ».

Face aux échecs de certaines négociations syndicales, des grèves ont été observées dans certains secteurs d'activités entre janvier et juin 2015. A la date du 30 juin, 5 grèves ont été observées dans les secteurs privés (3) et parapublic (2). La branche « Pêche, pisciculture, aquaculture » est celle qui a plus connu de grèves (3) de plus de trois jours.

² Les modalités sont définies par la DGT selon les cas

Parmi les 5 grèves observées, 3 sont dues au non amélioration des conditions de travail des employés.

Chapitre 5 : Indicateurs socio-économiques

Les indicateurs socio-économiques constituent l'ossature de ce chapitre. Précisément, il est question de l'évolution des prix moyens de certains biens essentiels, de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), du taux d'inflation mensuel moyen et des informations relatives aux entreprises enregistrées au Centre de formalités des entreprises (CFE).

1. Prix moyens de certains biens essentiels de janvier à juin 2015

Les prix moyens des produits pétroliers ont baissé en février par rapport à leur niveau en janvier et sont restés stables le reste du semestre. Les prix moyens des autres biens ont connu des variations.

En effet, les prix moyens des biens de première nécessité notamment le maïs séché en grains crus vendu au grand bol, l'igname, les haricots blancs et rouges secs ont augmenté. Par contre, les prix moyens du charbon de bois, des chinchards fumés (akpala mémé) et frais (akpala moumou) et de l'huile végétale (Nioto) ont baissé au cours du semestre.

Par ailleurs, des biens comme le mil en grains crus vendu au petit bol, le riz importé brisé et le riz importé longs grains vendus au petit bol, l'huile de palme traditionnelle (Zomi), la farine de manioc (Gari), les tomates rondes (Pomme) et la viande de bœuf avec os (au kg) ont vu leurs prix moyens fluctués.

Tableau 14: Evolution des prix moyens de certains biens essentiels de janvier à juin 2015 (en FCFA)

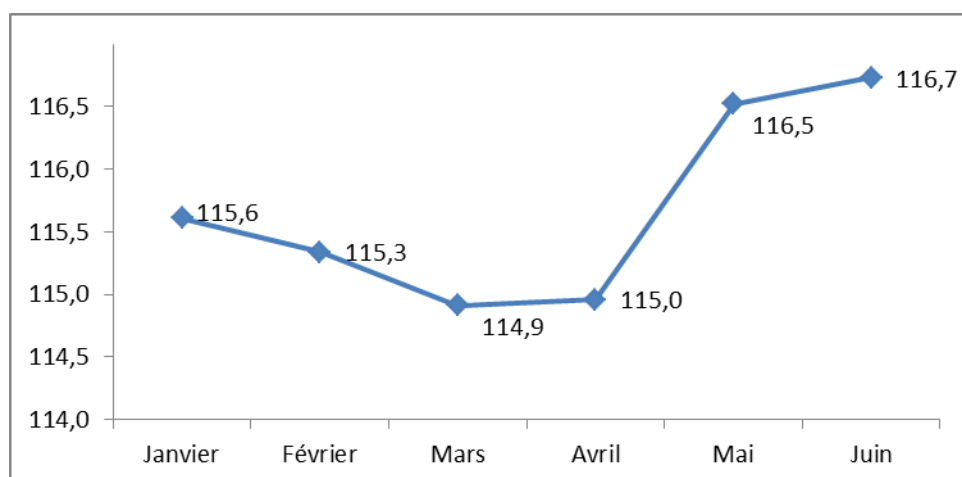
Désignation des produits	Unité	janv.	févr.	mars	Avr.	mai	juin
Maïs séché en grains crus vendu au grand bol	Kg	152	157	158	164	201	215
Mil en grains crus vendu au petit bol	Kg	297	303	261	267	278	280
Riz importé brisé vendu au petit bol	Kg	548	543	518	515	557	512
Riz importé longs grains vendu au petit bol	Kg	521	472	496	505	522	500
Viande de bœuf avec os au kg	Kg	2 133	2 100	2 083	2 067	2 142	2 175
Chinchard frais (Akpala moumou)	Kg	1 585	1 504	1 417	1 449	1 454	1 439
Chinchard fumé (Akpala meme)	Kg	2 340	2 365	2 292	2 268	2 078	2 182
Huile de palme traditionnelle (Zomi)	L	875	883	883	925	883	875
Huile végétale (Nioto)	L	813	775	754	758	750	750
Tomates rondes (Pomme)	Kg	612	1 029	568	646	744	1 112
Igname	Kg	255	268	285	303	329	368
Farine de manioc (Gari)	Kg	276	298	304	302	264	287
Haricots blancs secs	Kg	439	405	438	458	462	505
Haricots rouges secs	Kg	454	505	510	502	535	535
Charbon de bois	Kg	143	133	139	138	131	124
Essence « SUPER » dans les stations services administrés	L	592	580	580	580	580	580
Gas-oil ordinaire dans les stations services administrés	L	644	630	630	630	630	630
Gaz butane ou propane	12,5 kg	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500	6 500
Gaz butane ou propane	6 kg	3 120	3 120	3 120	3 120	3 120	3 120

Source : INSEED, calculs DOE

2. Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)

L'évolution de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) est marquée par une phase de baisse suivie de celle de hausse. Ainsi, entre janvier et mars 2015, l'IHPC a diminué de 115,6 à 114,9, soit 0,7 point. La phase de la hausse, marquée par une légère progression de 0,1 point jusqu'à fin avril, a connu une augmentation rapide pour se situer à 116,5 à la fin du mois de mai. L'IHPC a évolué pour atteindre 116,7 à la fin du semestre.

Graphique 24: Evolution de l'IHPC de janvier à juin 2015

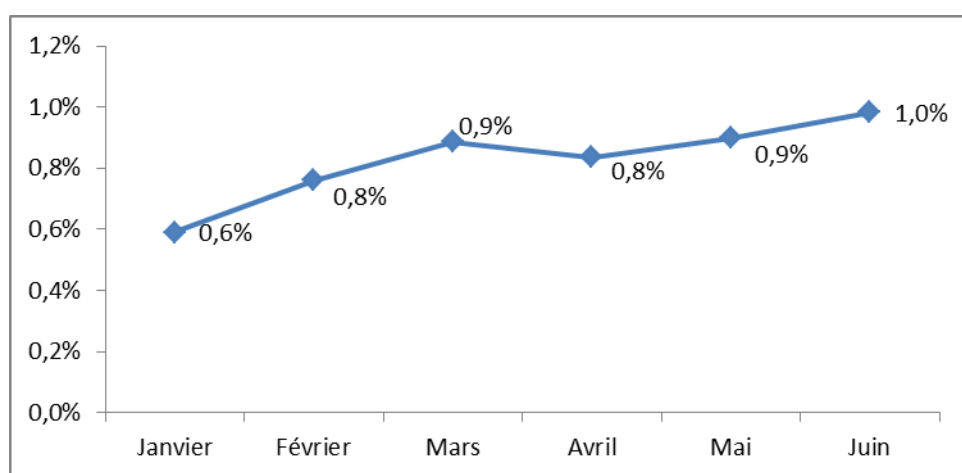


Source : INSEED, calculs DOE

3. Taux d'inflation mensuel

Le taux d'inflation mensuel a globalement augmenté au cours de la période passant de 0,6% à 1,0% malgré une baisse de 0,1 point entre mars et avril.

Graphique 25 : Evolution du taux d'inflation mensuel de janvier à juin 2015



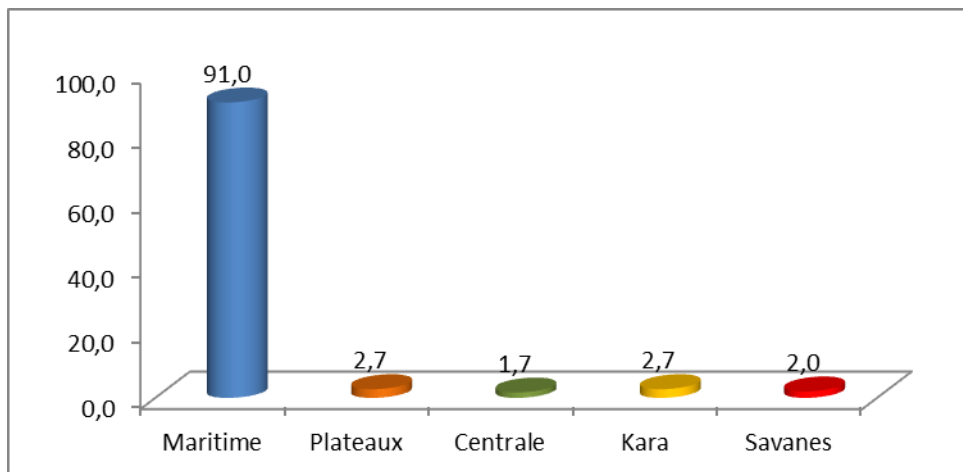
Source : INSEED, calculs DOE

4. Création d'entreprises

Au premier semestre 2015, le Centre de formalités des entreprises (CFE) a enregistré la création de 6 944 entreprises dont les promoteurs sont majoritairement des hommes (76,8%).

La répartition spatiale des entreprises créées montre que la plupart des entreprises se situe dans la région Maritime (91,0%). Le reste des entreprises se répartit comme suit : 2,7% dans la région des Plateaux, 1,7% dans la Centrale, 2,7% dans la Kara et 2,0% dans les Savanes.

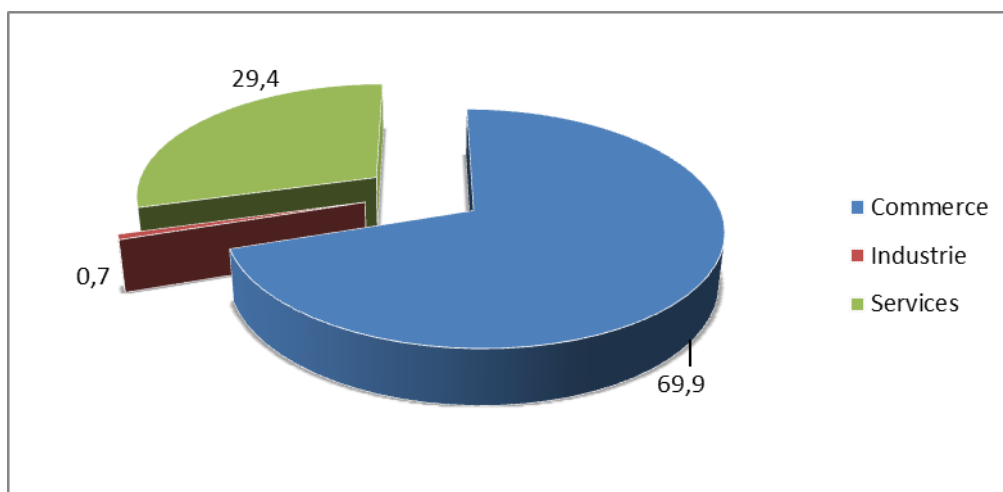
Graphique 26: Répartition (%) des entreprises créées selon la région d'implantation



Source : CFE, calculs DOE

Suivant le secteur d'activités, trois types d'entreprises se distinguent dans les enregistrements du CFE au cours du premier semestre de 2015. Il s'agit des entreprises commerciales qui constituent la majorité (69,9%) suivies des entreprises de services (29,4%) et celles industrielles qui ne représentent que 0,7%.

Graphique 27: Répartition (%) des entreprises créées selon le secteur d'activités



Source : données CFE, calculs DOE

Suivant la forme juridique, il est constaté comme par le passé que les entreprises individuelles sont dominantes (83,2%). Il est également enregistré des Sociétés à responsabilité limitée (15,5%) et des Sociétés anonymes (0,6%).

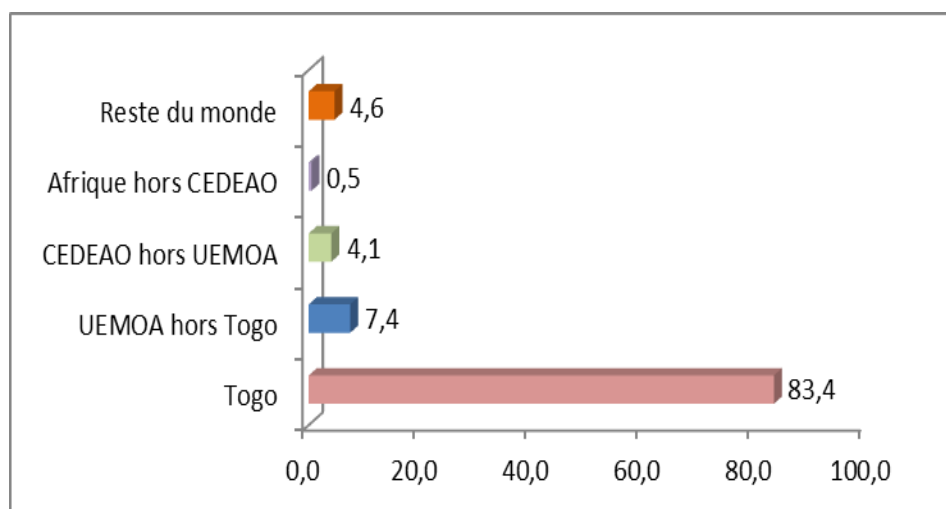
Tableau 15: Répartition (%) des entreprises créées selon la forme juridique

Forme juridique	Effectif	%
Entreprise individuelle	5776	83,2
GIE	6	0,1
Sarl	1076	15,5
Société anonyme (SA)	41	0,6
Société civile immobilière	13	0,2
Société par actions simplifiées	20	0,3
Succursale	12	0,2
Total	6944	100,0

Source : données CFE, calculs DOE

Selon la nationalité des promoteurs, au cours de la période, les togolais ont créé la plupart des entreprises enregistrées (83,4%) devant les autres ressortissants de l'espace UEMOA. Les ressortissants de la CEDEAO hors UEMOA ont contribué par la création de 4,1% des entreprises enregistrées. Les ressortissants de l'Afrique (hors CEDEAO) ont créé 0,4% des entreprises et ceux du reste du monde 4,6%.

Graphique 28: Répartition (%) des entreprises créées selon l'espace de provenance du promoteur



Source : CFE, calculs DOE

ANNEXE

Tableau 16 : Nombre de candidatures de volontaires enregistrés selon le groupe d'âge et le sexe de janvier à juin 2015

Groupe d'âges	Nombre de candidatures		
	Hommes	Femmes	Total
Moins de 15 ans	3	1	4
15 à 19 ans	2	3	5
20 à 24 ans	475	327	802
25 à 29 ans	1109	607	1716
30 à 35 ans	571	215	786
36 ans ou plus	195	56	251
Total	2355	1209	3564

Source : ANVT, calculs DOE

Tableau 17 : Nombre d'offres de postes de volontaires enregistrés et de structures ayant offert ces postes selon la région de janvier à juin 2015

Régions	Nombre de structures ayant offert des postes	Pourcentage
Lomé		
Commune	327	49,7%
Maritime	70	10,6%
Plateaux	90	13,7%
Centrale	63	9,6%
Kara	79	12,0%
Savanes	29	4,4%
Total	658	100,0%

Source : ANVT, calculs DOE

Tableau 18 : Nombre de volontaires placés selon la région et par sexe de janvier à juin 2015

Régions	Nombre de volontaires placés	
	Hommes	Femmes
Lomé Commune	0	2
Maritime	0	0
Plateaux	1	0
Centrale	0	0
Kara	0	0
Savanes	1	0
Total	2	2

Source : ANVT, calculs DOE

Tableau 19 : Nombre de ruptures de contrat de volontariat enregistrés de janvier à juin 2015 selon la cause et par sexe.

Causes	Nombre de ruptures de contrat	
	Hommes	Femmes
VN ayant trouvé mieux	2	1
VN ayant repris les études	1	0
VN ayant voyagé	0	0
VN ayant changé de statut (recruté par la structure)	0	1
VN ayant violé le principe du volontariat	0	0
VN ayant abandonné pour convenance personnelle	37	18
Autres (à préciser)		
Total	40	20

Source : ANVT, calculs DOE

Tableau 20 : Répartition des entreprises enregistrées et ayant bénéficié des formations et appui à l'ANPGF au premier semestre 2015.

Branche d'activités	Nombre de projets	
	Appui - conseils	Formation en technique managériale des en/ses
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	5	76
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	2	28
B3-Activités extractives		6
B4-Activités de fabrication	3	21
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0	7
B6-Construction	4	43
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	3	24
B8-Hôtels et restaurants	1	8
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	2	18
B10-Activités financières	6	60
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	11	143
B12-Activités d'administration publique	2	29
B13-Education	6	76
B14-Santé et action sociale	3	17
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	4	22
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	0	5
B17-Activités des organisations extraterritoriales	0	2
Total	52	585

Source : ANPGF, calculs DOE

Tableau 21: Effectif des établissements de l'ETFP ouverts au cours de l'année scolaire 2014/2015 par région

N°	Région	Effectif des établissements ouverts
1	Lomé commune	94
2	Maritime	22
3	Plateaux	21
4	Centrale	17
5	Kara	18
6	Savanes	07
	Total	179

Source : Statistiques METFP, 2015.

Tableau 22: Effectifs des apprenants de l'ETFP par sexe et par région au cours de l'année scolaire 2014/2015

N°	Région	Effectif des inscrits		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Lomé commune	8 927	9 437	18 364
2	Maritime	1 101	1 083	2 184
3	Plateaux	2 630	1 251	3 881
4	Centrale	3 847	1 253	5 100
5	Kara	2 855	1 502	4 357
6	Savanes	1 495	511	2 006
	Total	20 855	15 037	35 892

Source : Statistiques METFP, 2015

Tableau 23: Effectif des élèves de l'ETFP ayant abandonné leur formation au cours de l'année scolaire 2014/2015 par région et par sexe

N°	Région	Effectif des élèves		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Lomé commune	262	237	499
2	Maritime	58	23	81
3	Plateaux	117	46	163
4	Centrale	176	60	236
5	Kara	136	40	176
6	Savanes	56	17	73
	Total	805	423	1 228

Source : Statistiques METFP, 2015.

Tableau 24: Effectif des élèves de l'ETFP inscrits dans une classe d'examen au cours de l'année scolaire 2014/2015 par région

N°	Région	Effectif des inscrits		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Lomé commune	—	—	11 354
2	Maritime	—	—	750
3	Plateaux	—	—	1 546
4	Centrale	—	—	2 192
5	Kara	—	—	2 008
6	Savanes	—	—	360
	Total	—	—	18 210

Source : METFP/DSRP, calculs DOE 2015.

Tableau 25: Effectif des élèves ayant passé et réussi aux examens de CAP et de BEP au cours de l'année scolaire 2014/2015 par région et par sexe

Région	CAP						BEP					
	Garçons		Filles		Total		Garçons		Filles		Total	
	Présents	Admis	Présents	Admis	Présents	Admis	Présents	Admis	Présents	Admis	Présents	Admis
Lomé Commune	254	213	92	14	346	319	39	05	39	11	78	55
Maritime	56	46	04	04	60	54	00	00	00	00	00	00
Plateaux	443	403	46	33	489	482	14	06	04	00	18	10
Centrale	559	406	14	13	573	433	00	00	00	00	00	00
Kara	469	438	43	34	512	515	07	02	06	00	13	08
Savanes	187	171	15	14	202	200	09	02	09	02	18	13
Total	1 968	1 677	214	112	2 182	2 003	69	15	58	13	127	86

Source : METFP/DSRP, calculs DOE 2015.

Tableau 26: Effectif des élèves ayant redoublé une classe d'examen final au cours de l'année scolaire 2014/2015 par région et par sexe

N°	Région	Effectif des élèves		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Lomé Commune	1 462	1 606	3 068
2	Maritime	186	153	339
3	Plateaux	367	242	609
4	Centrale	576	262	838
5	Kara	304	326	630
6	Savanes	211	115	326
Total		3 106	2 704	5 810

Source : METFP/DSRP, calculs DOE 2015.

Tableau 27: Effectif des étudiants inscrits par faculté, école, institut et par sexe à UL au cours de l'année académique 2014-2015

N°	Facultés/Ecoles/Instituts	Etudiants inscrits		Ensemble
		Hommes	Femmes	
1	FSS	1 295	469	1 764
2	FLESH	11 251	4 903	16 154
3	FDS	4 624	957	5 581
4	FDD	3 892	1896	5 788
5	FASEG	7 832	2697	10 529
6	ENSI	415	08	423
7	ESA	998	163	1 161
8	ESTBA	729	282	1 011
9	ESSD	31	376	407
10	EAM	133	16	149
11	CIC	202	21	223
12	INSE	313	177	490
13	ISICA	117	186	303
14	IUT-G	210	101	311
15	IC	150	100	250
16	CFC	93	141	234
17	Projet WASCAL	07	03	10
18	Maison de l'entrepreneuriat	13	00	13
TOTAL		32 305	12 496	44 801

Source : UL, calculs DOE 2015.

Tableau 28 : Effectif des étudiants inscrits par faculté et par sexe à UK au cours de l'année académique 2014-2015

N°	Départements	Etudiants inscrits		Ensemble
		Garçons	Filles	
1	FLESH	5 034	1 441	6 475
2	FASEG	1 907	804	2 711
3	FDSP	1 743	457	2 200
4	FAST	464	33	497
Total		9 148	2 735	11 883

Source : UK, calculs DOE 2015.

Tableau 29: Effectif des enseignants par grade universitaire et par sexe à l'UL au cours de l'année académique 2014-2015

N°	Grades universitaires	Professeurs		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Assistants non docteur/Chargé de cours/ATER	82	17	99
2	Docteur/Assistant	135	13	148
3	Maitre-Assistant	153	18	171
4	Maître de conférences	66	11	77
5	Maitre de conférences agrégés	23	01	24
6	Professeurs titulaires	59	02	61
	Total	518	62	580

Source: UL, calculs DOE 2015.

Tableau 30 : Effectif des enseignants par grade universitaire et par sexe à l'UK au cours de l'année académique 2014-2015

N°	Grades académiques	Professeurs		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Assistant non docteur/Chargé de cours/ATER	14	01	15
2	Docteur/Assistant	34	00	34
3	Maitre-Assistant	27	01	28
4	Maître de conférences	12	02	14
5	Maitre de conférences agrégé	02	00	02
6	Professeur titulaire	05	00	05
	Total	94	04	98

Source : UK, calculs DOE 2015

Tableau 31: Répartition des salariés formés par secteur en 2015

N°	Secteurs	Nombre de salariés formés		
		Hommes	Femmes	Ensemble
1	Public	270	268	538
2	Parapublic	45	50	95
3	Privé	147	32	179
	Total	462	350	812

Source: FNAFPP, calculs DOE.

Tableau 32: Nombre de négociations syndicales employeurs/travailleurs effectuées de janvier à juin 2015 selon la branche d'activité

Branche d'activités	Nombre de négociations
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	01
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	00
B3-Activités extractives	08
B4-Activités de fabrication	00
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	03
B6-Construction	00
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	02
B8-Hôtels et restaurants	00
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	00
B10-Activités financières	00
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	00
B12-Activités d'administration publique	00
B13-Education	01
B14-Santé et action sociale	03
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	00
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	00
B17-Activités des organisations extraterritoriales	00
Total	18

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 33: Nombre de préavis d'arrêt de travail enregistrés de janvier à juin 2015 selon la branche d'activité

Branche d'activités	Nombre de préavis d'arrêt de travail
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	00
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	00
B3-Activités extractives	03
B4-Activités de fabrication	00
B5-Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	00
B6-Construction	00
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles et d'articles domestiques	01
B8-Hôtels et restaurants	00
B9-Transports, activités des auxiliaires de transport et communication	01
B10-Activités financières	00
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	00
B12-Activités d'administration publique	00
B13-Education	02
B14-Santé et action sociale	01
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	00
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique	00
B17-Activités des organisations extraterritoriales	00
Total	08

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 34: Nombre de grèves observées de janvier à juin 2015 selon la branche d'activités et la durée par secteur

Branche d'activités	Durée de la grève											
	1 jour			2 jours			3 jours			Plus de 3 jours		
	Public	Parapublic	Privé	Public	Parapublic	Privé	Public	Parapublic	Privé	Public	Parapublic	Privé
B1-Agriculture, chasse et sylviculture	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B2-Pêche, pisciculture, aquaculture	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	02
B3-Activités extractives	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B4-Activités de fabrication	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B5-Production et distribution d'électricité,	00	00	00	00	00	00	00	01	00	00	00	00
B6-Construction	00	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B7-Commerce, réparation de véhicules automobiles	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B8-Hôtels et restaurants	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B9-Transports, activités des auxiliaires de	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B10-Activités financières	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B11-Immobilier, location et services aux entreprises	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B12-Activités d'administration publique	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B13-Education	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B14-Santé et action sociale	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B15-Activités à caractère collectif ou personnel	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B16-Activités des ménages en tant qu'employeurs de	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
B17-Activités des organisations	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Total	00	00	01	00	00	00	00	01	00	00	01	02

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 35: Nombre de grèves observées de janvier à juin 2015 selon le motif et la durée par secteur

Motif de la grève (	Durée de la grève											
	1 jour			2 jours			3 jours			Plus de 3 jours		
	Publ ic	Parapublic	Privé	Publ ic	Parapubl ic	Privé	Public	Parapublic	Privé	Public	Parapublic	Privé
Condition de travail	00	00	01	00		00	00	00	00	00	00	02
	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	01	00
	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Total	00	01	01	00	00	00	00	00	00	00	01	02

Source : DGT, calculs DOE

Tableau 36 : Répartition (%) des entreprises créées selon le sexe du promoteur

Sexe	Effectif	%
Feminin	1608	23,2
Masculin	5336	76,8
Total	6944	100

Source : CFE, calculs DOE